

Pour nous contacter :

- par courrier électronique : contact@AT@bppc.fr
- par téléphone : 04.91.30.24.30

Coordonnées des autorités de contrôle compétentes :

- Autorité de Contrôle Prudentiel : 61 rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09

La liste des établissements de crédit et plus généralement celle des prestataires de services de paiement habilités peut être consultée sur le site de la Banque de France (<http://www.banque-france.fr>)

CONVENTION DE COMPTE DE DEPOT CONDITIONS GENERALES référence CGPART 2012-01

Tout renseignement relatif à l'exécution de la présente convention ou à une contestation peut être obtenu en téléphonant au numéro, non surtaxé, figurant dans la plaquette des «tarifs des principaux services & opérations de votre banque» appliqués aux particuliers annexées aux présentes et disponibles dans toutes nos agences.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions générales de fonctionnement du compte de dépôt et des principaux services de paiement qui y sont attachés et de préciser les droits et obligations du client et de la banque. D'une façon générale, le compte produira les effets juridiques et usuels attachés à la transformation de toutes les opérations qui y sont domiciliées en simples articles de débit et de crédit, générateurs d'un solde immédiatement disponible.

La convention de compte de dépôt comprend les présentes conditions générales et leurs annexes, les conditions particulières convenues entre la Banque Populaire Provençale et Corse (ci-après dénommée la banque) et le client et la plaquette des «tarifs des principaux services & opérations de votre banque» appliqués aux particuliers (ci-après dénommée les conditions tarifaires) en vigueur et susceptibles d'évolution. Les présentes conditions générales sont sans préjudice des conditions particulières convenues entre la banque et le client et des conventions spécifiques associées au compte de dépôt (régissant par exemple des prestations de services de paiement supplémentaires). En cas de contradiction, ces conditions particulières et ces conventions spécifiques prévalent sur les présentes conditions générales.

Article préliminaire - DÉFINITIONS

- **Espace Économique Européen ou EEE** : Zone géographique regroupant les pays de l'Union Européenne, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande.

- **Opération de paiement** : toute action consistant à verser, transférer ou retirer des fonds, résultant d'un ordre de paiement. Elle peut être ordonnée :

- par le payeur qui donne un ordre de paiement à son prestataire de services de paiement, comme c'est le cas pour le virement,
- par le payeur, qui donne un ordre de paiement par l'intermédiaire du bénéficiaire qui, après avoir recueilli l'ordre de paiement du payeur, le transmet au prestataire de services de paiement du payeur, le cas échéant, par l'intermédiaire de son propre prestataire de services de paiement, comme c'est le cas pour la carte de paiement,
- par le bénéficiaire qui donne un ordre de paiement au prestataire de service de paiement du payeur, fondé sur le consentement donné par le payeur au bénéficiaire et, le cas échéant, par l'intermédiaire de son propre prestataire de services de paiement, comme c'est le cas pour le prélèvement.

- **Opérations de paiement visées à l'article L133-1 du Code monétaire et financier** : il s'agit des opérations effectuées sur la base des services de paiement visés au II de l'article L 314-1 du Code monétaire et financier et répondant aux caractéristiques suivantes :

- opérations libellées en euros ou dans l'une des autres devises de l'Espace Économique Européen et effectuées à l'intérieur de l'EEE (en ce, y compris, la France métropolitaine, ses départements d'outre mer, Saint-Martin et Saint-Barthélemy) ;
- opérations libellées en euros effectuées sur le territoire de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon ou entre ces territoires et la France métropolitaine, ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.
- opérations libellées en Francs CFP effectuées sur le territoire de la Nouvelle Calédonie, Polynésie Française ou des Iles Wallis et Futuna ou entre ces territoires et la France métropolitaine, ses départements d'outre-mer, Saint-Barthélemy et Saint-Martin.

- **Opérations de paiement autres que celles visées à l'article L133-1 du Code monétaire et financier** : il s'agit des services et opérations de paiement suivants :

- les services de paiement par chèques,
- les services de paiement permettant l'exécution d'opérations libellées dans la devise d'un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen,
- les services de paiement visés au II de l'article L314-1 du Code monétaire et financier permettant d'effectuer des opérations de paiement libellées en euros ou dans l'une des autres devises de

l'Espace Economique Européen :

- entre d'une part l'EEE (en ce, y compris, la France métropolitaine, ses départements d'outre mer, Saint-Martin et Saint-Barthélemy) et d'autre part un pays n'appartenant pas à l'EEE,
- entre d'une part Mayotte ou Saint-Pierre-et-Miquelon et un pays autre que la France.

- **Service bancaire de paiement** : service de paiement réservé aux banques par la loi. L'émission de chèque est un service bancaire de paiement.

- **Principaux services de paiement relevant de l'article L 314-1 du Code monétaire et financier** :

- Les services permettant le versement d'espèces sur un compte et les opérations de gestion d'un compte.
- Les services permettant le retrait d'espèces sur un compte et les opérations de gestion d'un compte.
- L'exécution des opérations de paiement suivantes associées à un compte ou à une ouverture de crédit :
 - les prélèvements, y compris les prélèvements autorisés unitairement,
 - les opérations de paiement effectuées avec une carte de paiement ou un dispositif similaire,
 - les virements, y compris les ordres permanents.
- L'émission d'instruments de paiement et/ou l'acquisition d'ordres de paiement.

- **Pour les besoins des présentes, les services de paiement peuvent viser à la fois les services bancaires de paiement et les services de paiement visés au II de l'article L314-1 du Code monétaire et financier.**

- **Prestataire de service de paiement** : entreprise autorisée à fournir des services de paiement, en l'occurrence un établissement de crédit ou un établissement de paiement.

- **Jour ouvrable** : jour au cours duquel la banque exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement, c'est-à-dire du lundi au vendredi sous réserve pour les opérations réalisées au guichet, des heures et jours de fermeture des agences de la banque et des jours de fermeture des systèmes interbancaires permettant le règlement des opérations de paiement.

Cette définition de «jour ouvrable» est retenue par l'article L. 133-4-d du Code monétaire et financier, à savoir «un jour au cours duquel le prestataire de service de paiement du payeur ou celui du bénéficiaire exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement». A titre d'exemple, cette définition implique qu'un client qui demande à son agence ouverte le samedi, ou via les services de banque en ligne un dimanche ou jour férié, un virement en euros à destination d'une personne cliente d'une autre banque, ne verra pas son virement exécuté le jour même, car les systèmes de traitement et d'exécution d'opérations de paiement ne sont pas en fonction ces jours là.

- **Heure limite de réception d'un ordre de paiement** : Tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi, jusqu'à 11h30 pour les opérations en devises, et 12h00 pour toutes les autres opérations, heures limites au-delà desquelles tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant. Les ordres de paiement réceptionnés par voie postale, sont réputés avoir été reçus avant 11h30 ou 12h (en fonction de l'opération). La date du tampon de réception fait foi.

Article 1 - OUVERTURE DU COMPTE

1.1 - conditions d'ouverture

Lors de la demande d'ouverture du compte, le client présente à la banque, tenue de vérifier son identité et son domicile, un document officiel d'identité en cours de validité comportant une photographie récente et un justificatif de domicile. Le client apporte à la banque toute justification quant à son activité professionnelle (profession, employeur) et sa situation financière (sources de revenus, charges et endettement). Le client dépose un spécimen de sa signature.

Le client s'engage à signaler à la banque, tout changement à intervenir dans les informations fournies lors de l'ouverture du compte ou postérieurement. Notamment tout changement d'adresse devra être porté immédiatement à la connaissance de la banque et un nouveau justificatif de domicile devra lui être présenté. A défaut, par mesure de sécurité et d'information vis à vis des tiers, la banque pourra bloquer la délivrance des moyens de paiement.

En signant la présente convention, le client reconnaît ouvrir le compte de dépôt pour son propre compte, sauf représentation précisée aux Conditions Particulières.

La banque peut exiger le dépôt d'une somme minimum lors de l'ouverture du compte, notamment si la délivrance de moyens de paiement est demandée.

L'ouverture du compte ne devient effective que lorsque les vérifications à la charge de la banque ont été effectuées et n'ont révélé aucune anomalie. Conformément aux dispositions légales en vigueur, la banque déclare l'ouverture du compte à l'administration fiscale.

Dès l'ouverture du compte, la banque remet au client, un Relevé d'Identité Bancaire qui comporte les mentions indiquées à l'article 5.1 de la présente convention.

Le compte ne peut enregistrer d'opérations liées à l'exercice d'une activité professionnelle à titre individuel.

1.2 - capacité juridique - comptes ouverts aux mineurs et majeurs protégés

Les présentes conditions s'appliquent sans réserve aux comptes ouverts par des personnes majeures ou par des mineurs émancipés. Elles s'appliquent avec restriction (compte-joint, facilités de caisse) aux personnes mineures non émancipées autorisées par leurs représentants légaux ainsi qu'aux majeurs protégés agissant par l'intermédiaire de la personne chargée de les représenter ou avec l'assistance de cette dernière.

1.2.1 - S'agissant d'un compte ouvert à un mineur non émancipé, le compte fonctionne sous la signature des représentants légaux (ou de l'un des représentants légaux), sauf à ce(s) dernier(s) à l'autoriser, s'agissant d'un mineur d'au moins 16 ans, à faire fonctionner seul le compte. Dans cette hypothèse, le compte fonctionne sous la responsabilité juridique du (des) représentant(s) légal(aux) qui s'engage(nt) à couvrir immédiatement tout solde débiteur résultant de l'enregistrement d'opérations débitrices sur le compte. Le(s) représentant(s) légal(aux) à cet effet, autorise(nt) la banque à débiter son propre compte du montant des sommes nécessaires au remboursement du solde débiteur du compte du mineur.

1.2.2 - L'ouverture du compte à un majeur soumis à une mesure de protection (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice) sera effectuée après justification de l'identité du titulaire et présentation à la banque de la décision de justice déterminant les règles de fonctionnement du compte. Lorsque la mesure de protection intervient en cours de fonctionnement du compte ouvert antérieurement au placement du client sous un régime de protection et que la mesure de protection a pour effet de priver le client, en tout ou partie, de sa capacité juridique en le dotant d'un représentant légal (tuteur, curateur...), le représentant légal du client en informe la banque et lui présente la décision de justice ayant ordonné la mesure. Le représentant légal restitue à la banque, les instruments de paiement en possession du client. A la demande du représentant légal, la banque ouvre un compte qui fonctionnera selon les règles établies par la décision de justice ordonnant la mesure de protection.

1.3 - droit au compte

Toute personne physique ou morale domiciliée en France, dépourvue d'un compte de dépôt, a droit à l'ouverture d'un tel compte auprès de l'établissement de crédit de son choix ou auprès des services financiers de la Poste. L'ouverture d'un tel compte intervient après remise auprès de l'établissement de crédit d'une déclaration sur l'honneur attestant que le demandeur ne dispose d'aucun compte. En cas de refus de la part de l'établissement choisi, la personne peut, en application de l'article L 312-1 du code monétaire et financier, saisir la Banque de France afin qu'elle lui désigne un établissement de crédit. Les établissements de crédit ne

pourront limiter les services liés à l'ouverture d'un compte de dépôt aux services bancaires de base que dans des conditions définies par l'article D 312-5 du Code monétaire et financier, relatif aux services bancaires de base.

Les services bancaires de base mentionnés aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 312-1 comprennent :

- 1 L'ouverture, la tenue et la clôture du compte ;
- 2 Un changement d'adresse par an ;
- 3 La délivrance, à la demande, de relevés d'identité bancaire ;
- 4 La domiciliation de virements bancaires ;
- 5 L'envoi mensuel d'un relevé des opérations effectuées sur le compte ;
- 6 La réalisation des opérations de caisse ;
- 7 L'encaissement de chèques et de virements bancaires ;
- 8 Les dépôts et les retraits d'espèces au guichet de l'organisme teneur de compte ;
- 9 Les paiements par prélèvement, titre interbancaire de paiement ou virement bancaire ;
- 10 Des moyens de consultation à distance du solde du compte ;
- 11 Une carte de paiement dont chaque utilisation est autorisée par l'établissement de crédit qui l'a émise ;
- 12 Deux formules de chèques de banque par mois ou moyens de paiement équivalents offrant les mêmes services.

En outre, l'organisme désigné par la Banque de France, limitant l'utilisation du compte de dépôt aux services bancaires de base, exécute sa mission dans des conditions tarifaires fixées par l'article D 312-6 du Code monétaire et financier, et précisées aux conditions particulières. Toute décision de clôture du compte à l'initiative de l'établissement de crédit désigné par la Banque de France doit faire l'objet d'une notification écrite et motivée adressée au client et à la Banque de France pour information. Un délai minimum de deux mois doit être consenti obligatoirement au titulaire du compte. Ces dispositions s'appliquent aux interdits bancaires.

1.4 - compte joint

Un compte joint peut être ouvert au nom de plusieurs personnes se donnant le pouvoir réciproque de faire fonctionner le compte. Un mineur non émancipé ou un majeur protégé ne peut, par suite des effets de la solidarité passive, être cotitulaire d'un compte-joint. Le compte est ouvert et fonctionne dans les conditions suivantes :

- les formalités d'ouverture de compte prévues à l'article 1 de la présente convention s'appliquent à chaque cotitulaire.
- chaque cotitulaire peut agir sous sa seule signature conformément aux dispositions de l'article 1197 du code civil pour effectuer toute opération ou demander la délivrance de moyens de paiement et/ou de retrait.
- les cotitulaires désignent le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article L. 131-80 du code monétaire et financier, celui d'entre eux qui sera présumé être l'auteur de tout incident de paiement par chèque constaté sur le compte et auquel les sanctions légales exposées à l'article 6.2 des présentes seront applicables.
- les cotitulaires s'engagent solidairement dans les termes de l'article 1200 du code civil envers la banque qui pourra ainsi exiger de l'un quelconque d'entre eux le paiement de toute créance résultant du fonctionnement du compte. Les héritiers et ayants-droits de ceux ci seront tenus dans les mêmes conditions.
- en principe le solde du compte doit rester toujours créditeur. Toutefois la banque peut consentir aux cotitulaires d'un compte joint une autorisation de découvert dans les conditions décrites à l'article 7 de la présente convention.
- en cas de décès d'un cotitulaire, le(s) survivant(s) continue(nt) de faire fonctionner le compte, sauf opposition notifiée à la banque directement par un ou plusieurs héritiers du défunt ou par le notaire chargé de la succession.
- le compte joint peut être clôturé à l'initiative de la banque ou des cotitulaires agissant ensemble dans les mêmes conditions que pour un compte individuel (cf. article 10). La convention de compte joint peut également être dénoncée par l'un des cotitulaires au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la banque. Cette dénonciation entraîne la transformation immédiate du compte joint en un compte indivis, compte collectif sans solidarité active, chaque opération, notamment la destination du solde devant donner lieu à une décision conjointe des cotitulaires. La banque en informe par écrit tous les cotitulaires et leur demande la restitution immédiate de tous les moyens de paiement.
- le compte joint peut à la demande de l'ensemble des cotitulaires, être transféré dans une autre agence de la banque. Dans ce cas, il continue de produire tous ses effets.
- les cotitulaires sont solidairement responsables des conséquences financières résultant de l'utilisation et de la conservation des moyens de paiement et/ou de retrait ayant pu être délivrés sur le compte à l'un quelconque des cotitulaires sur sa demande et non restitués, jusqu'à la dénonciation de la convention de compte joint, à la condition que celle-ci ait été notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à tous les intéressés, par le cotitulaire ayant dénoncé.

1.5 - Compte indivis

Le compte indivis (ou compte collectif sans solidarité active) est un compte ouvert par deux ou plusieurs personnes physiques. Le compte est ouvert et fonctionne dans les conditions suivantes :

- les formalités d'ouverture de compte prévues à l'article 1.1 de la présente convention s'appliquent à chaque cotitulaire.
- le compte fonctionne sous la signature de tous les cotitulaires, sauf s'ils donnent mandat de gérer à l'un d'entre eux.
- les cotitulaires désignent le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article L.131-80 du code monétaire et financier, celui d'entre eux qui sera présumé être l'auteur de tout incident de paiement par chèque constaté sur le compte et auquel les sanctions légales exposées à l'annexe 2 seront applicables.
- les cotitulaires s'engagent solidairement dans les termes de l'article 1200 du Code civil envers la banque qui pourra ainsi exiger de l'un quelconque d'entre eux le paiement de toute créance résultant du fonctionnement du compte. Les héritiers et ayants droit de ceux-ci seront tenus dans les mêmes conditions.
- en cas de décès d'un cotitulaire, le compte est bloqué et les sommes figurant au compte le jour du décès ne pourront être retirées que sur signature conjointe de tous les autres cotitulaires et des ayants droit du défunt ou du notaire chargé de la succession. En cas de solde débiteur au jour du décès, la solidarité en vertu de laquelle chaque cotitulaire est tenu de la totalité de la dette se poursuit entre le cotitulaire survivant et les héritiers du défunt, à concurrence du solde débiteur du compte à la date du décès y compris les opérations en cours.
- le compte indivis peut être clôturé à l'initiative de la banque ou des cotitulaires agissant ensemble dans les mêmes conditions que pour un compte individuel (cf. article 10 ci-dessous). La convention de compte indivis peut également être dénoncée par l'un des cotitulaires au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la banque. Le retrait du solde créditeur ne pourra s'opérer que sur signature conjointe de tous les cotitulaires.
- le compte indivis peut à la demande de l'ensemble des cotitulaires, être transféré dans une autre agence de la banque. Dans ce cas, il continue de produire tous ses effets.

Article 2 - PROCURATION

L'enregistrement et la révocation de tout mandat peut faire l'objet d'une facturation telle que prévue dans les conditions tarifaires.

2.1 - Mandat de droit commun

Le client peut donner, à tout moment, à un ou plusieurs tiers appelé mandataire, une procuration à l'effet de faire fonctionner, soit le seul compte de dépôt, soit tous les comptes de quelque nature qu'ils soient, actuellement ouverts ou qui seront ouverts ultérieurement dans les livres de la banque, suivant mandat établi par acte séparé et à l'effet d'obtenir toutes informations dans les mêmes conditions que s'il y procédait lui-même.

Le mandataire dépose un spécimen de sa signature et justifie de son identité et de son domicile dans les mêmes conditions que le client. Le cas échéant, la banque peut, pour des raisons de sécurité, refuser d'agréer ou informer le client qu'elle n'agréé plus le mandataire désigné.

La désignation du mandataire relève de l'entière responsabilité du client.

Dans le cas d'un compte collectif ouvert entre personnes physiques, la procuration est donnée par tous les cotitulaires. Les opérations effectuées par le mandataire engagent ainsi la responsabilité solidaire du (des) client(s) titulaire(s) du compte.

Le mandataire pourra effectuer sur le ou les comptes qui font l'objet de la procuration, les mêmes opérations que le client, tant au débit qu'au crédit, sans réserve, ni limitation de montant et notamment toutes les opérations prévues par la présente convention si le mandat est donné sur le compte de dépôt. Il pourra utiliser tous les services ou produits proposés par la banque et notamment s'abonner personnellement à tout service permettant la consultation et le fonctionnement à distance du ou des comptes du client au moyen d'un code d'accès qui sera propre au mandataire. Précision étant faite que le client ne pourra en aucun cas, sous peine d'engager sa responsabilité, confier à son mandataire ou à quiconque, les codes personnels qui lui ont été attribués ou qui sont attribués à d'autres mandataires en vue d'accéder aux services permettant la consultation et le fonctionnement de ses comptes à distance.

Si la procuration est donnée sur des comptes qui le permettent, ce qui est le cas du compte de dépôt, le mandataire pourra également demander la délivrance de formules de chèques ou retirer des chèquiers commandés par le client. Concernant la carte bancaire, il est expressément rappelé au client que l'utilisation de la carte bancaire qui lui sera remise, de quelque nature qu'elle soit, doit demeurer strictement personnelle, de sorte que ce dernier s'engage à prendre toutes dispositions pour que ni la carte, ni le code ne soient laissés à la disposition du mandataire. En revanche, le mandataire est autorisé à demander la délivrance d'une carte bancaire à son nom, de quelque nature qu'elle soit (carte de retrait ou de paiement), lui permettant de faire fonctionner le compte à distance. Les frais liés à la délivrance et au fonctionnement de la carte du mandataire et plus généralement tous les frais liés à l'utilisation par le mandataire, du ou des

comptes, des produits et services et des moyens de paiement, seront à la charge du client qui l'accepte et seront prélevés sur le ou les comptes du client.

La procuration visée au premier alinéa du présent article s'étendra automatiquement à tout compte de titres, ouvert ou susceptible d'être ouvert, dans les livres de la banque au nom du client. Sur le ou les comptes de titres, le mandataire pourra effectuer les mêmes opérations que le client lui-même, tant au débit qu'au crédit, sans limitation de montant ni réserve et notamment émettre tous ordres de bourse, effectuer toutes opérations sur les organismes de placement collectif, effectuer toutes opérations de virement, de souscription, d'échange et de remboursement de titres.

Toutes les opérations effectuées par le mandataire engagent l'entière responsabilité du client, y compris dans l'hypothèse où les opérations initiées par le mandataire auraient pour effet de rendre le solde d'un compte débiteur, le cas échéant au-delà de l'autorisation ou de l'utilisation habituelle, ainsi que dans le cas où le mandataire émettrait des chèques sans provision, ce qui entraînerait l'interdiction bancaire du client lui-même. Il appartiendra donc au client de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaire pour contrôler les opérations effectuées par son mandataire.

Par ailleurs, le client autorise expressément la banque à communiquer au mandataire désigné par lui, toutes les informations qui concernent le fonctionnement du ou des comptes et auxquelles le client lui-même pourrait avoir accès, y compris au sujet des opérations initiées par le client, avant ou après la désignation du mandataire.

Le mandataire ne peut subdéléguer les pouvoirs qui lui sont confiés. Il devra déposer un spécimen de sa signature et justifier de son identité et de son domicile selon les mêmes modalités que le client.

Le mandat est valable à compter du jour où il est consenti et prendra fin, en cas de renonciation par le mandataire à son mandat ou en cas de dénonciation de ce mandat par le titulaire ou l'un des cotitulaires, laquelle dénonciation devra obligatoirement être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'agence dans laquelle est ouvert le compte, en cas de décès du client ou de clôture du compte ou encore à l'initiative de la banque informant le client qu'elle n'agréé plus le mandataire. A défaut de précision particulière portée sur la lettre de dénonciation, la procuration sera supprimée sur tous les comptes ouverts au nom du client.

La dénonciation du mandat par le client ne prendra effet, vis à vis de la banque, qu'à l'expiration d'un délai de deux jours à compter de la réception de la lettre de dénonciation. A l'occasion de cette dénonciation, il appartiendra au client d'exiger de son mandataire et de mettre tout en œuvre pour obtenir la restitution immédiate des moyens de paiement en sa possession (formules de chèques, carte bancaire). Le client devra également prendre toute disposition utile pour interdire au mandataire, l'accès au compte par le moyen des canaux de banque à distance, notamment en demandant à la banque de nouveaux codes. Dans l'hypothèse où le client n'aurait pas récupéré l'intégralité des moyens de paiement en possession du mandataire préalablement à la dénonciation, il s'engage à en informer expressément la banque par une mention spéciale dans sa lettre de dénonciation, sauf à engager sa responsabilité vis à vis de la banque.

Lorsque le compte est, à la demande du titulaire, transféré dans une autre agence de la banque, les procurations données à des tiers, restent valables sauf dénonciation expresse de celles-ci par le titulaire du compte.

2.2 - Mandat de protection future

Lorsque le titulaire du compte a usé de la faculté prévue à l'article 477 du Code civil de charger une personne de le représenter pour la défense de ses intérêts patrimoniaux, le mandataire désigné agit conformément aux dispositions du mandat donné, sous réserve des dispositions de l'article 427 du Code civil visé à l'article 1.2 des présentes :

- Si le mandataire est titulaire d'un mandat notarié il peut accomplir seul tous actes d'administration et conservatoires, ainsi que les actes de disposition (sauf ceux à titre gratuit pour lesquels l'autorisation des juges des tutelles est obligatoire) ;
- Si le mandataire est titulaire d'un mandat sous seing privé, il peut accomplir seul les actes conservatoires ainsi que les actes d'administration qu'un tuteur peut accomplir sans autorisation du juge des tutelles.

Le mandataire dépose un spécimen de sa signature et justifie de son identité ainsi que de ses pouvoirs en présentant à la banque l'original du mandat visé par les greffes du tribunal d'instance.

2.3 - Mesures d'accompagnement social personnalisé ou judiciaire

L'ouverture du compte à un majeur soumis à une mesure d'accompagnement social personnalisé ou d'accompagnement judiciaire sera effectuée après justification de l'identité du titulaire et présentation à la banque des accords contractuels ou de la décision judiciaire déterminant les règles de fonctionnement du compte. Lorsque cette mesure d'accompagnement intervient en cours de fonctionnement du compte ouvert antérieurement au placement du client sous un régime d'accompagnement, et que cette mesure d'accompagnement a pour effet de priver le client, en tout ou partie, de ses pouvoirs en le dotant d'un mandataire, ce dernier en informe la banque et lui présente les accords contractuels régissant la mesure. A la demande du mandataire du client, la

banque ouvre un compte qui fonctionnera selon les règles établies par les accords contractuels ou la décision judiciaire régissant la mesure d'accompagnement. Toute modification de cette mesure d'accompagnement est prise en compte sur remise à la banque des accords contractuels ou de la décision déterminant les modifications apportées et, le cas échéant, les nouvelles règles de fonctionnement du compte. En cas de levée pure et simple de la mesure d'accompagnement, le client recouvre l'intégralité et l'exclusivité de ses pouvoirs dans le cadre du fonctionnement du compte.

Article 3 - FONCTIONNEMENT DU COMPTE DE DÉPÔT

Le compte enregistre toutes les opérations de paiement, soit les opérations de dépôt, de retrait et de transfert de fonds, autorisées ou reçues par le client. A cette fin, le client bénéficie de services de paiement convenus avec sa banque.

Les services de retrait et de versement d'espèces sont décrits à l'annexe 1 des présentes, les services de paiement par chèque à l'annexe 2, par virement à l'annexe 3, par prélèvement, par Titre Interbancaire de Paiement et par téléversement à l'annexe 4. Les conditions de délivrance et d'utilisation de la carte bancaire et du porte monnaie électronique font l'objet d'une convention distincte. Toute nouvelle prestation de service de paiement fera l'objet soit d'une modification de la présente convention soit d'une convention distincte.

3.1 - Dispositions générales

L'utilisation de certains services de paiement (chèques et cartes) est subordonnée à l'accord préalable de la banque ainsi qu'à l'absence d'inscription du client au fichier des personnes interdites d'émettre des chèques, tenu par la Banque de France, ou au fichier des cartes bancaires géré par la Banque de France. En cas de refus dûment motivé de délivrance de formules de chèques opposé par la banque au client après vérification de la situation de ce dernier, sa situation est réexaminée annuellement.

Le client ne peut affecter une de ses remises de chèques à un traitement particulier sans l'accord de la banque sauf pour régulariser un chèque impayé en application de l'article L.131-74 du Code Monétaire et Financier.

Pour les opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier, la banque s'engage à transférer le montant total de l'opération de paiement et à ne pas prélever de frais sur le montant transféré. Les frais liés à l'opération seront prélevés de façon distincte sur le compte du client. Ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires. Lorsque ces opérations ne nécessitent pas d'opération de change, par principe, la banque du payeur et la banque du bénéficiaire prélèvent chacune leurs frais à leurs clients respectifs.

Pour chaque virement, retrait ou versement d'espèces relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier qu'il projette d'ordonner, le client peut demander à la banque des informations sur le délai d'exécution maximal de cette opération spécifique, sur les frais qu'il doit payer et, le cas échéant, sur le détail de ces frais. La demande doit être formulée au guichet ou par écrit (lettre adressée à l'agence teneur de compte, ou moyen télématique dans le cadre des services de banque en ligne). La banque fournit ces informations oralement ou par écrit dans les meilleurs délais.

Le client peut à tout moment disposer du solde de son compte à l'exception des sommes qui seraient frappées d'indisponibilités (cf. art. 13). Le solde du compte est constitué par la différence entre le montant disponible des opérations inscrites au crédit et le montant des opérations inscrites au débit. Toutefois la banque est fondée, dans certains cas, à refuser l'exécution d'un ordre de paiement, notamment en raison d'un défaut de provision suffisante sur le compte, d'une erreur matérielle ou d'une disposition législative ou réglementaire.

Pour les opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier, lorsque la banque refuse d'exécuter un ordre de paiement, elle le notifie au client (ou met la notification à sa disposition) par tout moyen, dès que possible et, en tout état de cause, dans un délai d'un jour ouvrable à compter de la décision de refuser (trois jours ouvrables jusqu'au 1^{er} janvier 2012). La banque indique également au client, si possible et à moins d'une interdiction en vertu d'une autre législation communautaire ou nationale, les motifs de ce refus et, en cas d'erreur matérielle, la correction appropriée. Un ordre de paiement refusé est réputé non reçu et ne peut donc engager la responsabilité de la banque au titre de l'article 6.2.3 des présentes.

La banque a la possibilité d'imputer des frais pour ces refus objectivement justifiés et pour leur notification. Dans ce cas, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires.

Pour l'exécution correcte de ses ordres de paiement relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier, le client doit communiquer l'identifiant unique du bénéficiaire, donnée permettant d'identifier ce dernier et/ou d'identifier son compte. Si le bénéficiaire a un compte ouvert dans une banque, il s'agit des coordonnées «BIC et IBAN» du bénéficiaire (cf. infra, article 5.1). Si le bénéficiaire a un compte ouvert dans un établissement de paiement, il s'agit de l'identifiant unique utilisé par cet établissement. Si le bénéficiaire n'a pas de compte ouvert chez un prestataire de service de paiement, il s'agit de l'identifiant unique utilisé pour les besoins de l'opération.

3.2 - Opérations au crédit ou au débit du compte

Le client consent aux opérations de paiement citées ci-après en :

- adressant un courrier daté et signé à la banque ;
- complétant et apposant sa signature sur les bordereaux mis à sa disposition par la banque ;
- validant et en confirmant l'ordre à partir d'un site sécurisé (internet).

Ce consentement peut être retiré tant que l'ordre de paiement n'a pas acquis un caractère d'irrévocabilité conformément aux dispositions de l'article L 133-8 du Code Monétaire et Financier.

3.2.1- Les opérations de dépôt sont effectuées par :

3.2.1.1 Services de versement d'espèces (cf. annexe 1)

3.2.1.1.1 Description des différents services

Chaque versement d'espèces par le client, au guichet de l'agence teneuse de compte ou d'une autre agence de la banque, sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité et communication de ses coordonnées bancaires (BIC + IBAN), donne lieu à la remise d'un reçu au client.

Le client donne son consentement par la signature du bordereau de remise d'espèces dûment rempli, du reçu ou compte rendu de cette opération.

Chaque versement d'espèces par le client par l'intermédiaire d'un guichet automatique de la banque nécessite l'usage de la carte bancaire et du code confidentiel attaché à celle-ci. Le client donne son consentement à l'opération par la frappe du code confidentiel sur le clavier du guichet automatique. Le ticket délivré au client pour mémoire ne vaut pas preuve de la matérialité du dépôt et du montant allégué.

Des versements d'espèces par le client sont possibles au moyen du service de versements express tel que définis à l'annexe 1.

Le client donne son consentement à l'opération en horodatant et signant le bordereau prévu à cet effet.

Le client ne peut retirer son consentement une fois l'ordre de versement reçu.

Le compte du client sera crédité du montant reconnu dans le procès-verbal établi postérieurement par la banque lors des opérations d'inventaire et les écritures comptables corrélatives, sauf au client à apporter, par tous moyens, la preuve que le montant déposé est différent de celui inventorié et porté au crédit du compte.

3.2.1.1.2 Modalités d'exécution du versement d'espèces pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

Lorsque le client ou son mandataire verse des espèces sur son compte, dans la devise de ce compte, la banque veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur aussitôt que les fonds sont reçus.

Le moment de réception par la banque de l'ordre de versement correspond au jour convenu pour son exécution, c'est-à-dire au jour où la banque est informée, après comptage et contrôle des fonds par la banque ou ses prestataires, du montant versé par le client.

Lorsque le client verse des espèces sur son compte, dans une devise autre que la devise de ce compte, le moment de réception par la banque de l'ordre de versement correspond au jour où d'une part la banque est informée, après comptage et contrôle des fonds par la banque ou ses prestataires, du montant versé par le client et d'autre part les fonds versés sont convertis dans la devise du compte. Dans ce cas, l'article 3.5 des conditions générales de la convention de compte s'applique.

3.2.1.2 des remises de chèques endossés à l'ordre de la banque.

Les modalités de remise de chèque se font telles que décrites à l'annexe 2 de la présente convention.

En cas d'absence d'endos, le client mandate la banque aux fins d'endossement de procuration conformément à l'article L131-20 et suivant du Code Monétaire et Financier.

3.2.1.3 des virements initiés par le client depuis un autre compte ou par des tiers en sa faveur (sécurité sociale, employeur...).

3.2.2 - Le client ou le mandataire peut disposer du solde disponible du compte par :

3.2.2.1 Services de retrait d'espèces (services décrits à l'annexe 1)

3.2.2.2 des paiements émis en faveur de tiers au moyen :

- de chèques émis en faveur de tiers, si le client dispose d'un chéquier ;
- de chèques de banque émis en faveur de tiers, notamment si le client ne dispose pas de chéquier ;
- de la carte bancaire, si le client en dispose et dont les conditions de délivrance et d'utilisation font l'objet d'une convention spécifique (contrat porteur), chez les commerçants et prestataires de services en France adhérents au système CB, ou à l'étranger à l'aide de la carte internationale chez les commerçants et prestataires de services adhérents au réseau international nommé sur la carte ;
- du porte-monnaie électronique dont les conditions de délivrance et d'utilisation font l'objet d'une convention spécifique (contrat porteur) ;
- de virements, permanents ou occasionnels, ordonnés sous forme papier ou sous forme électronique, au profit d'un bénéficiaire dont l'identité et l'identifiant unique sont communiquées à la banque ou au profit du client pour alimenter ses comptes d'épargne ou tout autre compte ;

- de prélèvements automatiques initiés par un créancier du client autorisé par ce dernier qui lui aura communiqué ses coordonnées bancaires, pour procéder aux règlements ponctuels ou périodiques (EDF, téléphone, impôt, assurances...);
 - de Titres Interbancaires de Paiement (TIP) qui peuvent être utilisés par le client, à la demande d'un organisme créancier. Le client retourne le TIP daté et signé à l'adresse indiquée par le créancier pour autoriser le débit de son compte.
 - de téléversements, notamment pour le paiement des impôts.
- Les délais d'encaissement sont précisés dans les conditions tarifaires.

3.3 - Engagements du client

3.3.1 - Opérations licites

Le client prend l'engagement envers la banque de n'effectuer sur son compte que des opérations autorisées par la loi et les règlements en vigueur. Notamment, le client s'interdit, tant en qualité de donneur d'ordre que de bénéficiaire, de domicilier sur le compte des opérations ayant pour objet de permettre le blanchiment de capitaux ou de participer au financement du terrorisme, sous peine des sanctions pénales prévues par la loi.

3.3.2 - Utilisation des instruments de paiement

Les chèques et cartes de paiement, ainsi que les autres instruments de paiement et outils utilisés par le client, peuvent faire l'objet d'utilisation frauduleuse gravement préjudiciable. Pour en prévenir la survenance, le client, tenu d'une obligation générale de prudence, doit prendre toutes les précautions nécessaires.

Les conditions d'utilisation et de délivrance des instruments de paiement assortis d'un dispositif de sécurité personnalisé, telle la carte bancaire, sont régies par des contrats distincts. Ces contrats précisent notamment les conditions auxquelles ces instruments de paiement spécifiques peuvent être bloqués, ainsi que le régime de responsabilité qui leur est propre.

Fichier central des retraits de cartes bancaires géré par la banque de France :

Une inscription au Fichier central des retraits de cartes bancaires «CB» géré par la Banque de France est réalisée lorsqu'un incident de paiement résultant directement de l'usage de la carte «CB» n'a pas été régularisé suite à la notification par la banque au client, titulaire de la carte et/ou titulaire(s) du compte sur lequel elle fonctionne.

La finalité principale de ce fichier consiste à éviter qu'une banque ne décide de délivrer une carte «CB» dans l'ignorance que le demandeur a précédemment fait l'objet d'une décision de retrait d'une telle carte suite à un incident de paiement. On entend par incident de paiement toute opération effectuée au moyen d'une carte «CB» qui ne peut être couverte par la provision disponible du compte sur lequel fonctionne ladite carte contrairement aux obligations du présent contrat.

Lorsque la banque décide de déclarer au dit fichier sa décision de retrait de la carte «CB», elle en informe le client, titulaire de la carte et/ou titulaire(s) du compte sur lequel fonctionne ladite carte, par tout moyen et l'invite/les invite à régulariser cet incident dans le délai de trois jours ouvrés.

Blocage d'un instrument de paiement :

La banque se réserve le droit de bloquer un instrument de paiement dans les cas énoncés ci-après :

- abus ;
- utilisation frauduleuse ;
- non restitution de la carte par le client à la demande de la banque à l'issue d'un délai de un mois ;

Le client est alors préalablement informé par courrier de ce blocage.

3.4 - Compte inactif sans mouvements depuis 12 mois

Lorsque le compte n'a enregistré aucun mouvement durant une période de 12 mois consécutifs et que le courrier recommandé avec accusé de réception adressé au client est retourné par les services de la Poste ou si ce dernier ne se manifeste pas, le solde créditeur du compte est viré à un compte «créditeur divers» au nom du client et pourra faire l'objet d'une facturation conforme aux tarifs en vigueur.

Ce compte ne sera pas productif d'intérêts et son montant sera maintenu à sa disposition pendant les délais légaux sous déduction des frais de gestion.

La banque peut résilier la convention de compte dans les conditions prévues à l'article 10.3.2 et, dans le cas où le courrier est retourné par les services de la poste, virer le solde créditeur sur un compte «créditeur divers» au nom du client.

La constatation du virement sur le compte «créditeur divers» au nom du client, a pour conséquence la résiliation de la présente convention et la clôture du compte de dépôt.

3.5 - Traitement des opérations de paiement libellées dans une devise différente de la devise du compte

3.5.1 - Lorsqu'une opération de paiement à débiter du compte du client est libellée dans une devise autre que la devise du compte, la banque assurera la conversion conformément aux modalités décrites au point 3.5.3 : la date de valeur portée au compte sera celle du jour où le compte est débité.

3.5.2 - Lorsqu'une opération de paiement à créditer sur le compte est libellée dans une devise autre que celle du compte, la banque assurera la conversion conformément aux modalités décrites au point 3.5.3 : la date de valeur portée au compte sera celle du jour où la banque sera en possession des sommes dans la devise du compte du client, obtenues après opération de change.

3.5.3 - A l'exception des conversions liées aux opérations par cartes décrites dans la convention spécifique régissant la carte (contrat porteur), la conversion s'effectuera selon les délais en vigueur et selon le taux de change appliqué par la banque à la date de traitement de l'opération de paiement, sur la base du cours d'achat ou de vente de la devise concernée à cette date sauf conditions particulières. Ce taux de change qui varie en fonction du cours d'achat ou de vente des devises au jour le jour est disponible, sur demande, en agence.

La banque facture au client des commissions et frais pour les opérations de conversion précisés dans les conditions tarifaires.

Article 4 - PREUVE DES OPÉRATIONS

La preuve des opérations effectuées sur le compte par le client ou son mandataire incombe à la banque et résulte des écritures comptables de celle-ci, sauf preuve contraire apportée par tous moyens par le client, auquel il appartient de conserver les justificatifs des opérations (relevés de compte, bordereaux de remises...).

L'utilisation de l'instrument de paiement telle qu'enregistrée par la banque ne suffit pas nécessairement à prouver que l'opération a été autorisée par le client ou que celui-ci n'a pas satisfait, intentionnellement ou par négligence grave, aux obligations lui incombant en la matière.

Dans le cas où le client utiliserait les services informatiques et télématiques proposés par la banque, il s'engage à respecter l'ensemble des procédures d'accès, d'authentification et d'utilisation qui lui sont indiquées.

Les enregistrements dématérialisés (électroniques, informatiques) ou leur reproduction sur un support informatique constituent la preuve des opérations effectuées et la justification de leur inscription au compte, sauf preuve contraire apportée par tous moyens par le client.

Article 5 - INFORMATIONS RELATIVES A LA TENUE DU COMPTE

5.1 - Relevé d'Identité Bancaire

Le Relevé d'Identité Bancaire, document comportant toutes les références bancaires du compte du client, est disponible dans chaque chéquier et sur demande en agence, ainsi qu'à partir des services de banque en ligne. Ce relevé comporte les éléments suivants :

- l'identifiant national de compte bancaire, le RIB
- la domiciliation de l'agence bancaire
- l'identifiant international du compte (IBAN - International Bank Account Number),
- le BIC (Bank Identifier Code) de la banque teneur de compte, identifiant attribué aux établissements de crédit et assimilés, utilisé pour le routage des opérations dans certains systèmes d'échange.

Ces informations sont également inscrites sur le relevé de compte adressé périodiquement au client.

Le Relevé d'Identité Bancaire a pour but de faciliter l'automatisation des échanges d'information, d'une part entre les banques elles-mêmes, d'autre part entre les banques et leurs clients afin de réduire les rejets d'opérations. Les références bancaires du compte du client à débiter ou à créditer qu'il contient (RIB ou IBAN + BIC) sont nécessaires à l'exécution correcte des opérations de paiement que le client a autorisées.

5.2 - Arrêtés de compte / Dates de valeur

Le compte donne lieu à un arrêté trimestriel pour le calcul des intérêts débiteurs ou créditeurs éventuels.

La date de valeur appliquée à chaque opération pour le calcul de ces intérêts est la date d'inscription au compte, sauf dans les cas où la banque, à raison des délais techniques de l'opération, est autorisée à appliquer une date différente définie dans les conditions tarifaires.

5.3 - Relevé de compte

5.3.1 - Modalités de fourniture ou de mise à disposition du relevé de compte mensuel

Afin de permettre au client de suivre les opérations inscrites au crédit et au débit du compte, la banque lui fournit ou met à sa disposition un relevé de compte au moins mensuel sur support papier ou sur un autre support durable, c'est-à-dire par lettre ou par la mise à disposition de ses relevés sous format électronique dans son espace privé de banque en ligne. Dans ce dernier cas, le client conservera ses relevés de compte sous quelque forme que ce soit. Le moyen de diffusion du relevé de compte mensuel, convenu avec le client dans les conditions particulières, est gratuit. Toute diffusion supplémentaire de ce relevé par un moyen autre peut être facturée par la banque, conformément à l'article 5.3.3 des présentes.

La banque ne peut refuser de délivrer gratuitement sur papier, au moins une fois par mois, le relevé de compte mensuel. Dans le cas où le client a convenu avec sa banque, dans les conditions particulières, que le relevé mensuel lui serait fourni dans son espace privé de banque en ligne et que le client demande ultérieurement à recevoir, en plus, le relevé par lettre, la

banque sera tenue de fournir gratuitement sur papier le relevé mensuel, mais pourra en revanche prélever des frais pour la diffusion par voie électronique, conformément à l'article 5.3.3 des présentes.

5.3.2 - Contenu du relevé de compte

Le relevé de compte mentionne, selon l'ordre chronologique de présentation à la banque, les opérations intervenues.

Pour chaque opération de paiement au débit ou au crédit relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier, le relevé de compte ou, le cas échéant, l'avis d'opéré mentionne les informations suivantes :

a) une référence permettant au client d'identifier l'opération de paiement et si le client est le payeur, le cas échéant, les informations relatives à l'autre partie à la transaction ou, si le client est le bénéficiaire, toute information communiquée avec l'opération de paiement qui lui est destinée ainsi que, le cas échéant, une référence permettant d'identifier le payeur ; «Le cas échéant» signifie en particulier que ces autres informations ne seront communiquées que si elles ne sont pas couvertes par le secret professionnel ;

b) le montant de l'opération de paiement ;

c) le montant des frais applicables à l'opération de paiement et, le cas échéant, le détail de ces frais ;

d) lorsque l'opération de paiement est exécutée dans une devise différente de celle dans laquelle est tenu le compte, le taux de change appliqué à l'opération de paiement ou une référence à ce taux et le montant de l'opération de paiement exprimé dans chacune des devises concernées ; et

e) le cas échéant, la date de valeur du débit ou la date de valeur du crédit. Pour les autres opérations de paiement au débit ou au crédit, le relevé de compte ou, le cas échéant, l'avis d'opéré mentionne ces mêmes informations à l'exception du détail des frais et du taux de change appliqué à l'opération de paiement ou la référence à ce taux.

5.3.3 - Autres prestations

La banque et son client peuvent, dans les conditions particulières, convenir de la fourniture d'informations complémentaires, ou d'une périodicité d'informations plus fréquente (par exemple, après l'exécution de chaque opération ou au moyen d'un relevé bimensuel) ou bien encore par d'autres moyens que ceux prévus dans les conditions particulières. La banque pourra prélever des frais pour ces prestations supplémentaires. Ces frais sont indiqués dans les conditions tarifaires.

Notamment, le titulaire, ou son mandataire, peut obtenir sur demande écrite de sa part ou au guichet teneur de compte, ainsi qu'aux guichets automatiques de la banque à l'aide de sa carte bancaire ou de sa carte de retrait, le solde de son compte et un historique des dernières écritures. Ce service peut être facturé par la banque, conformément aux conditions tarifaires. Aucune information n'est communiquée par téléphone. Toutefois, le client peut, selon l'option choisie et précisée aux conditions particulières, obtenir les informations relatives à la tenue de son compte par l'utilisation d'un serveur vocal ou d'un service télématique (services de banque en ligne ou SMS).

Dans le cas d'un compte sans mouvement, le relevé de compte parviendra au client selon une périodicité annuelle et selon le tarif indiqué dans les conditions tarifaires.

5.4 - Informations ponctuelles

A tout moment de la relation contractuelle, le titulaire ou son mandataire a le droit de recevoir, sur demande, les termes de la convention de compte de dépôt (conditions générales et particulières) sur support papier ou sur un autre support durable. La demande doit être formulée au guichet ou par écrit (lettre, ou moyen télématique dans le cadre des services de banque en ligne).

5.5 - Communications d'informations - Informatique et Libertés - Secret professionnel

1) Dans le cadre de la relation bancaire, la banque est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le client, et à les traiter en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée.

Les données à caractère personnel concernant le client ainsi recueillies sont obligatoires. Le refus du client de communiquer à la banque tout ou partie de ces données peut entraîner le rejet de la demande d'ouverture du compte.

Ces données sont principalement utilisées par la banque pour les finalités suivantes :

- la conclusion et l'exécution de la présente convention, la tenue et la gestion de votre compte,
- les études statistiques et la classification de la clientèle,
- la prospection et l'animation commerciale,
- l'octroi de crédit,
- l'évaluation, la gestion et l'évaluation du risque au sein du Groupe BPCE, afin de remplir les obligations légales ou réglementaires,
- la sécurité et prévention des impayés et de la fraude,
- le recouvrement,
- la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ces données sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la banque, responsable du traitement. Certaines données

peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires.

2) Ces données personnelles sont couvertes par le secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du code monétaire et financier.

3) Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques, Fichier des Incidents de remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L 114-19 à L 114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L 511-33 du code monétaire et financier, la banque peut partager des informations confidentielles concernant le client, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits de ses clients (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple, pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèquiers),
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la banque (BPCE, Banques Populaires, ...).

4) Les personnes recevant ces données personnelles, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non.

Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer ces informations aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus. Ces personnes doivent, à leur tour, garder ces informations confidentielles.

5) Le client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

6) Les données à caractère personnel (informations nominatives) transmises par le client à la banque, conformément aux finalités convenues, peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le client peut en prendre connaissance en consultant le site de la FBF ; www.fbf.fr

En outre, les données à caractère personnel du client peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données nominatives du client doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

7) Le client peut se faire communiquer, obtenir copie, et, le cas échéant, rectifier les données le concernant. Il peut, pour des motifs légitimes, s'opposer à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement.

Pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition, le client doit s'adresser par écrit à la *Banque Populaire Provençale et Corse - Service déclarations CNIL - 245 bd Michelet - BP 25 - 13274 Marseille cedex 09*

Le client a la possibilité de s'opposer, sans frais, à ce que les données le concernant soient utilisées à des fins de prospection commerciale par la banque ainsi que par BPCE, ses filiales directes et indirectes ou par ses partenaires commerciaux. Pour exercer son droit d'opposition, le client peut adresser un courrier à la *Banque Populaire Provençale et Corse - Service déclarations CNIL - 245 bd Michelet - BP 25 - 13274 Marseille cedex 09*

Les frais d'envoi de ce courrier seront remboursés au client au tarif lent en vigueur sur simple demande.

5.6 - Conservation des documents

Les relevés de compte et les pièces comptables relatives aux opérations enregistrées sur le compte sont conservés par la banque pendant 10 ans sur tous supports appropriés (microfilms, supports informatiques). Des recherches, dont le coût est précisé dans les conditions tarifaires, peuvent ainsi être effectuées à la demande du client ou du mandataire pour les opérations que celui-ci a initiées.

Article 6 - MODALITÉS DE CONTESTATION DES OPERATIONS INSCRITES SUR LE COMPTE

Le client doit vérifier l'exactitude des mentions portées sur le relevé de compte.

De façon générale, la responsabilité de la banque ne saurait être engagée en raison des conséquences directes et indirectes liées aux mesures de

toute nature, notamment de gel des avoirs, qu'elle pourrait être amenée à prendre dans le cadre des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics, en particulier au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. A ce titre, la banque ne saurait être tenue pour responsable des retards d'exécution ainsi induits.

6.1 - Pour les opérations de paiement autres que celles relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier (chèques...)

Le client dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date du relevé de compte, pour présenter ses observations s'il souhaite contester les conditions de certaines opérations. Passé ce délai, aucune contestation ne pourra être reçue, sauf si la demande de révision concerne une erreur, une omission ou une présentation inexacte.

6.2 - Pour les opérations de paiement relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

6.2.1 - Modalités de contestation

Le client doit, sans tarder, notifier à sa banque les opérations non autorisées ou mal exécutées qu'il conteste et ce, au plus tard, dans les 13 mois suivant la date de débit de son compte. Ce délai maximum de contestation est un délai de forclusion, au-delà duquel plus aucune contestation ne sera recevable ni auprès de la banque, ni auprès d'un juge. Il ne s'applique pas lorsque la banque n'a pas fourni au client, ou mis à sa disposition, les informations requises après l'exécution de cette opération, conformément à l'article 5.3.2 des présentes.

La contestation doit être effectuée par écrit au guichet ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'agence teneur de compte ou au service qualité de la banque situé au siège de la banque.

6.2.2 - Régime de responsabilité et remboursement des opérations non autorisées

En cas d'opération de paiement non autorisée, la banque rembourse immédiatement au client son montant et, le cas échéant, rétablit le compte débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu.

Par dérogation, un régime particulier de répartition de responsabilité s'applique lorsque les opérations de paiement non autorisées ont été effectuées suite :

- au vol, ou
- à la perte d'un instrument de paiement assorti d'un dispositif de sécurité personnalisé (carte bancaire, services de banque en ligne permettant d'effectuer des virements en ligne), ou
- à la contrefaçon de cet instrument ou
- au détournement des données liées à cet instrument.

Ce régime particulier est décrit dans le contrat de délivrance et d'utilisation de la carte bancaire (contrat porteur CB), dans la convention d'utilisation des services de banque en ligne et, de façon générale, dans toute autre convention spécifique concernant l'utilisation d'un instrument de paiement doté d'un dispositif de sécurité personnalisé.

6.2.3 - Régime de responsabilité et remboursement des opérations non exécutées ou mal exécutées

La banque du payeur est responsable à l'égard de son client :

- de la bonne exécution des virements (et plus généralement des ordres de paiement donnés par le payeur) jusqu'à l'arrivée des fonds sur le compte de la banque du bénéficiaire. C'est alors la banque du bénéficiaire qui prend le relais de la responsabilité du bon dénouement de l'opération vis-à-vis de son propre client, dans le cadre des obligations qui lui incombent en matière de mise à disposition des fonds et de dates de valeur ;
- de la bonne exécution des prélèvements et des opérations par carte (et plus généralement des opérations ordonnées par le bénéficiaire ou par le payeur qui donne un ordre de paiement par l'intermédiaire du bénéficiaire), sous réserve de la responsabilité de la banque du bénéficiaire à l'égard de son propre client s'agissant :
 - de la bonne transmission de l'ordre de paiement à la banque du payeur, conformément aux stipulations contractuelles qu'ils ont convenues afin de permettre une exécution de l'opération dans les délais requis,
 - du bon dénouement de l'opération vis-à-vis de son propre client, dans le cadre des obligations qui lui incombent en matière de mise à disposition des fonds et de dates de valeur.

En cas de virement mal exécuté :

- la banque du payeur, reconnue responsable, restitue sans tarder à son client le montant de l'opération mal exécutée et, si besoin, rétablit le compte débité dans la situation qui aurait été la sienne si ladite opération n'avait pas eu lieu ;
- la banque du bénéficiaire reconnue responsable met immédiatement le montant de l'opération à la disposition du bénéficiaire et, si besoin, crédite le compte du bénéficiaire du montant correspondant.

En cas d'opération, par carte ou de prélèvement, mal exécutée :

- la banque du payeur, reconnue responsable, restitue au payeur si besoin et sans tarder, le montant de l'opération mal exécutée et rétablit le compte débité dans la situation qui aurait été la sienne si ladite opération n'avait pas eu lieu ;
- la banque du bénéficiaire reconnue responsable de la mauvaise transmission d'un ordre de paiement retransmet immédiatement cet ordre à la banque du payeur ;

Lorsqu'elle est reconnue responsable en cas de manquement à ses obligations de mise à disposition des fonds et de dates de valeur à l'égard de son client, la banque du bénéficiaire veille, après que le montant ait été crédité sur le compte de la banque, à ce que le montant de l'opération soit mis à la disposition du bénéficiaire ;

Si son client le lui demande, la banque du payeur ou la banque du bénéficiaire s'efforce de retrouver la trace de l'opération de paiement et lui notifie le résultat de sa recherche.

La banque est redevable, à l'égard de son client, des frais et des intérêts qu'il a supportés du fait de la mauvaise exécution de l'opération de paiement dont elle est responsable.

6.2.4 - Cas d'exonération de responsabilité

a) Cas d'exonération spécifiques à la responsabilité pour non exécution ou mauvaise exécution :

Un ordre de paiement exécuté conformément à l'identifiant unique est réputé dûment exécuté pour ce qui concerne le bénéficiaire indiqué par cet identifiant. Si l'identifiant unique fourni par le client est inexact, la banque n'est pas responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'opération de paiement. Toutefois, la banque du payeur s'efforce de récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement. La banque peut imputer des frais de recouvrement au client, tels qu'indiqués dans les conditions tarifaires. Si le client fournit des informations en sus de l'identifiant unique ou des informations définies dans les présentes ou dans les conventions spécifiques attachées au compte de dépôt comme nécessaires aux fins de l'exécution correcte de l'ordre de paiement, la banque n'est responsable que de l'exécution de l'opération de paiement conformément à l'identifiant unique fourni par le client.

b) Cas d'exonération communs aux différentes hypothèses de responsabilité :

La banque ne saurait être responsable en cas de survenance d'un cas de force majeure, telle que définie par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français, ni lorsque la banque est liée par une obligation de nature légale ou réglementaire.

Article 7 - DÉCOUVERT

En principe, le solde du compte doit rester toujours créditeur.

7.1 - Autorisation de découvert

Toutefois, la banque peut consentir au client une autorisation de découvert à durée indéterminée qui lui permet de rendre débiteur le solde de son compte, dans la limite du montant maximum de l'autorisation de découvert défini dans les Conditions Particulières ou dans une convention spécifique qui devient à la date de sa conclusion, une annexe à la présente convention, et pendant des périodes qui ne peuvent excéder chacune trente jours consécutifs, le compte devant redevenir créditeur entre chaque période.

Il peut également être accordé au client une autorisation de découvert ponctuelle qui lui permet de rendre débiteur le solde de son compte dans la limite du montant maximum et de la durée de l'autorisation de découvert définis dans les Conditions Particulières ou dans une convention spécifique.

7.1.1 - Durée - Résiliation

L'autorisation de découvert est consentie pour une durée indéterminée ou déterminée.

Elle est automatiquement résiliée en cas de survenance de l'un des événements suivants, sans qu'aucune information préalable ne soit nécessaire : clôture du compte, dénonciation de la convention de compte joint, décès (sauf compte joint), incapacité juridique, procédure collective appliquée au client ou à l'un des co-titulaires.

Le client peut résilier l'autorisation de découvert à tout moment par écrit.

La banque peut, de même, résilier l'autorisation de découvert à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception. Cette décision prendra effet un mois après l'envoi de cette lettre ou immédiatement lorsqu'elle est justifiée par une faute grave (notamment le non respect des conditions de fonctionnement de l'autorisation de découvert).

Dans toutes les hypothèses de résiliation, les sommes restant éventuellement dues à la banque porteront intérêts jusqu'à leur complet remboursement.

7.1.2 - Tarification : intérêts et frais dus au titre de l'utilisation du découvert

L'utilisation de l'autorisation de découvert donne lieu à la perception par la banque d'intérêts selon le taux directement convenu dans les Conditions Particulières. A défaut, le taux d'intérêt applicable est le taux du découvert mentionné dans les conditions tarifaires.

Le taux indiqué est constitué d'un taux de référence majoré d'un certain nombre de points. La banque informera le client de chaque variation du taux de référence par une mention portée sur son relevé de compte, lequel mentionnera par ailleurs, le Taux Annuel Effectif Global des intérêts portés au débit du compte. Il est convenu qu'en l'absence de contestation ou de réclamation du client dans le délai de trente (30) jours à compter de la date d'envoi de son relevé de compte, le nouveau taux appliqué, et par voie de conséquence les opérations figurant sur lesdits extraits ou relevés, seront présumées avoir été approuvées par ses soins.

En cas de perturbations affectant les marchés, entraînant la disparition du taux de référence, la banque procédera immédiatement au remplacement de ce taux par un taux de marché équivalent qui sera porté à la connaissance du client par tout moyen et notamment par une mention portée sur le relevé de compte. Le nouveau taux sera appliqué de façon rétroactive au jour de la modification, disparition ou cessation de publication du taux de référence d'origine.

Il est précisé que les intérêts sont arrêtés et débités trimestriellement sur la base d'une année civile de 365 ou 366 jours, sur le montant des sommes effectivement utilisées. Aux intérêts s'ajoutent les commissions et les frais indiqués dans les conditions tarifaires, également susceptibles d'évolution. Le client accepte leur application dans les mêmes conditions que ci-dessus. Ces commissions et frais pourront également, le cas échéant, être directement convenus avec la banque.

En ce qui concerne le Taux Annuel Effectif Global (T.A.E.G), un exemple chiffré en est donné à titre indicatif par la banque aux Conditions Particulières. Ce TAEG indicatif est calculé conformément à l'Annexe à l'article R.313-1 du Code de la consommation, selon la méthode d'équivalence et sur la base d'une utilisation constante et intégrale sur une durée de 365 ou 366 jours ou sur la durée totale du découvert si cette dernière est déterminée.

Il est toutefois précisé que le Taux Annuel Effectif Global réellement appliqué sera communiqué, a posteriori, sur le relevé de compte. Il représente le coût total réel de l'utilisation que le client a fait de l'autorisation de découvert. Ce TAEG réel est calculé conformément à l'Annexe à l'article R.313-1 du Code de la consommation, selon la méthode des nombres.

7.2 - Découvert non autorisé ou dépassement de découvert

La banque peut tacitement autoriser le client à effectuer un dépassement, soit en rendant le compte débiteur, soit en dépassant le cas échéant, le montant du découvert autorisé. La constatation d'une position débitrice ou le dépassement du plafond de découvert autorisé ne saurait cependant valoir accord de la banque pour tolérer ce solde débiteur de façon permanente ou augmenter le montant du découvert autorisé de. Le client, en conséquence, devra immédiatement régulariser sa situation à première demande de la banque adressée par lettre simple.

Le solde débiteur excédant le montant maximum de l'autorisation de découvert ou, en l'absence d'une telle autorisation, l'intégralité du solde débiteur du compte, porte intérêts au taux du découvert non autorisé et donne lieu à perception de frais définis dans les conditions tarifaires. La banque informe par courrier le client de ce dépassement.

Le taux d'intérêt applicable au découvert non autorisé ou au dépassement du découvert autorisé est précisé dans les conditions tarifaires.

En cas de non remboursement du solde débiteur devenu exigible et exigé, le client est susceptible d'être inscrit au Fichier national des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers accessible à l'ensemble des établissements de crédit.

Article 8 - CONDITIONS TARIFAIRES LIÉES A LA GESTION DU COMPTE DE DÉPÔT

Toutes les opérations, notamment celles nécessitant un traitement particulier, lorsqu'elles entraînent un incident de fonctionnement sur le compte (incident de paiement, opposition, saisie etc ...) donnent lieu à une tarification détaillée dans la plaquette des «tarifs des principaux services & opérations de votre banque» appliqués aux particuliers, remises au client lors de l'ouverture du compte, périodiquement mises à jour, affichées et tenues à la disposition de la clientèle et du public dans chaque agence de la banque ou sur le site internet de cette dernière «www.bppc.fr». La banque et le client conviennent que ces frais et commissions seront prélevés sur le compte du client. Ces conditions tarifaires font partie, en tant qu'annexe, de la présente convention de compte.

Article 9 - TRANSFERT DE COMPTE / MOBILITE BANCAIRE

Le titulaire ou le mandataire spécialement habilité peut demander le transfert du compte dans une autre agence de la banque. À cet effet, la banque reporte le solde du compte ouvert dans l'agence d'origine au compte ouvert dans la nouvelle.

De même, afin d'assurer la continuité du service bancaire, le transfert du compte peut être effectué dans une agence d'une autre Banque Populaire.

En cas de compte collectif, le transfert du compte dans une agence de la

banque ou dans celle d'une autre Banque Populaire nécessite l'accord de l'ensemble des cotitulaires.

Plus généralement, la banque met gratuitement à la disposition du client en agence ou sur le site internet de la banque un «Guide de mobilité». Ce guide donne une information claire et complète pour organiser le changement de banque. En outre, dès l'ouverture du compte, la nouvelle banque propose au client un service d'aide à la mobilité. Elle informe le client intéressé sur le mode de fonctionnement et de mise en œuvre de ce service, ainsi que sur les éventuels frais à la charge du client, par une documentation appropriée sur un support durable.

Article 10 - DURÉE, MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

10.1 - Durée de la convention

La convention de compte de dépôt est conclue pour une durée indéterminée.

10.2 - Modifications de la convention

10.2.1 - Modifications à l'initiative de la banque

La banque aura la faculté de modifier périodiquement la convention de compte, notamment les conditions tarifaires. A cet effet, la banque adressera au client, deux mois avant la date d'application envisagée, sur support papier ou sur tout autre support durable (par lettre ou par moyen télématique dans le cadre des services de banque en ligne), le projet de modification de la convention de compte. La banque et le client conviennent que l'absence de contestation du client dans ce délai vaut acceptation par ce dernier des modifications. En cas de refus du client, le client peut résilier sans frais, avant la date d'application des modifications, la convention de compte. A défaut de résiliation dans ce délai, les modifications lui seront opposables.

Lorsque le refus porte sur la modification d'un produit ou service dont bénéficie le client, le client peut résilier ce seul produit ou service selon les modalités prévues dans le paragraphe précédent. A défaut de résiliation dans le délai imparti, les modifications lui seront opposables.

10.2.2 - Modifications imposées par des textes législatifs ou réglementaires
Toutes dispositions législatives ou réglementaires qui rendraient nécessaire la modification de tout ou partie de la présente convention seront applicables dès leur date d'entrée en vigueur.

10.2.3 - Surendettement

Dans le cas où le client a déposé un dossier de surendettement ou celui-ci a été déclaré recevable, et à compter de la réception par la banque de la notification de la décision de recevabilité, le client bénéficie du maintien de sa relation de compte pendant toute la durée de la procédure de traitement du surendettement (article L331-3-1 du Code de la consommation).

Pendant cette période, la banque pourra procéder à la clôture du compte, sans préavis, que dans les cas suivants : comportement gravement répréhensible du client, non respect par lui des clauses contractuelles, application de la législation sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Le client doit informer la banque de la fin de la procédure de traitement du surendettement.

10.3 - Résiliation de la convention et clôture du compte

10.3.1 - Résiliation à l'initiative du client

Le client peut sans frais résilier la convention de compte avec un préavis de 30 jours, selon l'article L312-1-1-III nouveau du Code Monétaire et Financier, par écrit, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou au guichet teneur du compte, et demander ainsi la clôture de son compte en remboursant immédiatement, le cas échéant, toutes les sommes dues en principal, intérêts, frais et accessoires. La résiliation de la convention de compte s'accompagne nécessairement de la restitution par le client des instruments de paiement en sa possession et celle de ses mandataires. Le solde, s'il est créditeur, lui sera restitué par la banque sous déduction du montant des opérations en cours, notamment des chèques en circulation et des factures «carte bancaire» émises par les accepteurs. Le client doit, à cet effet, maintenir une provision suffisante pour permettre le paiement de ces opérations. Dans le cas où postérieurement à la clôture un solde débiteur apparaîtrait, les sommes dues à la banque porteraient intérêt au taux indiqué pour un découvert non autorisé. Ces intérêts dus pour une année entière porteront eux-mêmes intérêts au taux indiqué ci-dessus.

10.3.2 - Résiliation à l'initiative de la banque

La résiliation de la convention de compte peut intervenir également, et sans frais, sur l'initiative de la banque après expiration d'un délai de préavis de deux mois. Pendant ce délai de préavis, la banque assure le service de caisse dans la limite du solde disponible. Toutefois la banque est dispensée de respecter le délai de préavis et peut procéder immédiatement à la clôture du compte en cas de comportement gravement répréhensible du client (notamment en cas de refus du client de satisfaire à son obligation générale d'information telle que prévue à l'article 11 des présentes ou de fourniture de renseignements ou documents faux ou inexacts ou de menaces ou d'injures proférées à l'encontre d'un collaborateur de la banque) ou de liquidation judiciaire du client.

Dans tous les cas, le solde du compte, s'il est débiteur, est immédiatement exigible et continue de produire des intérêts au taux contractuel en vigueur. Ces intérêts immédiatement exigibles se capitaliseront, le cas échéant, annuellement jusqu'à parfait paiement par le titulaire ou, le cas échéant, par ses ayants droit, conformément aux dispositions de l'article 1154 du Code civil.

Dès la clôture effective du compte, le client doit restituer à la banque l'ensemble des moyens de paiement en sa possession ou en celle de son mandataire (formules de chèque, carte de paiement et/ou de retrait), toute utilisation ultérieure étant susceptible de sanctions pénales. Le client informe par ailleurs ses créanciers et ses débiteurs de sa nouvelle domiciliation bancaire, le compte clôturé ne pouvant plus enregistrer d'opérations.

Transfert du compte de dépôt au service contentieux :

Dans le cas où la banque serait contrainte de transférer le compte de dépôt au service contentieux, à l'issue du délai précité de deux mois, cette opération pourra faire l'objet d'une facturation conformément à la tarification prévue dans les conditions tarifaires.

10.3.3 - Sort du compte en cas de décès du client

Sous réserve des dispositions relatives au compte joint telles que prévues à l'article 1.4 des présentes, le décès du titulaire met fin à la convention de compte, dès que celui-ci est porté à la connaissance de la banque.

Dans la limite du solde créditeur la banque honore le règlement des chèques et des opérations de paiement par carte bancaire, effectués par le titulaire avant son décès. Les autres opérations de paiement (virement, prélèvement) intervenant à compter du décès sont, sauf accord des ayants droits ou du notaire en charge de la succession pour les honorer, considérées comme n'ayant pas été autorisées.

Le compte reste maintenu ouvert le temps nécessaire au règlement de la succession et la banque assure le règlement du solde avec l'accord des ayants droits ou du notaire en charge de la succession.

10.3.4 - Effets de la clôture du compte

Les frais régulièrement imputés pour la prestation de services de paiement ne sont dus par le client qu'au prorata de la période échue à la date de résiliation de la convention de compte. S'ils ont été payés à l'avance, ces frais sont remboursés au prorata.

La clôture du compte de dépôt entraîne par ailleurs la résiliation de plein droit de toutes les conventions de services associés au compte de dépôt, la banque restituant prorata temporis au client, le cas échéant, les cotisations versées par ce dernier au titre des services qui ne pourront plus être exécutés.

Article 11 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION

La banque est tenue, dans le cadre de ses obligations concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de procéder à l'identification des clients et le cas échéant des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation de vigilance constante à l'égard de sa clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaires (montant et nature des opérations, provenance et destination des fonds, suivi de la situation professionnelle, économique et financière du client...).

A ce titre, la banque est tenue d'appliquer des mesures de vigilance particulières à l'égard des personnes politiquement exposées définies à l'article R.561-18 du code monétaire et financier.

La banque est aussi tenue de déclarer en particulier :

- les sommes inscrites dans ses livres et les opérations portant sur des sommes qui pourraient provenir d'une infraction passible d'une peine privative de liberté d'un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme ;
- les opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif de l'opération demeure douteuse malgré les diligences effectuées au titre de l'obligation de vérification d'identité qui incombent à la banque.

La banque est également tenue de recueillir les informations auprès de ses clients pour les opérations qui lui apparaîtront comme inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors.

A ce titre, le client s'engage envers la banque, pendant toute la durée de la convention à :

- lui signaler toute opération exceptionnelle par rapport aux opérations habituellement enregistrées sur son compte et à lui fournir sur sa demande, toute information ou document requis ;
- la tenir informée sans délai de toute modification survenue au niveau de ses situations professionnelle, patrimoniale, financière ou personnelle ou de celles de sa caution éventuelle, et plus généralement de tout événement susceptible de modifier notablement la valeur de son patrimoine ou d'aggraver l'importance de son endettement ;
- lui communiquer à première demande toute information, toute pièce ou tout document relatif à sa situation professionnelle, patrimoniale, financière ou personnelle ou aux conditions d'une opération inhabituelle initiée à son profit ou au profit d'un tiers.

La banque peut être obligée de demander une autorisation aux autorités de l'Etat avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

La banque, en raison des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, peut être amenée à prendre toutes mesures, notamment le gel des avoirs, susceptibles de conduire à des retards ou à des refus d'exécution liés à ces obligations.

Article 12 - MÉDIATEUR BANCAIRE

La banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas dans le cadre de ses activités professionnelles, relatifs aux services fournis et à l'exécution de contrats conclus dans le cadre du titre I et du titre II du livre III du code monétaire et financier (opérations de banque, services de paiement, services d'investissement et services connexes) ou relatifs aux produits mentionnés aux titres I et II du livre II du code monétaire et financier (instruments financiers et produits d'épargne). En cas de difficultés concernant ces produits et services, le client peut obtenir de son agence toutes les informations souhaitées et, en cas de difficultés persistantes, saisir par écrit le «Service Clients» de la banque qui s'efforce de trouver avec lui une solution. A défaut de solution le satisfaisant ou en l'absence de réponse dans le délai de trente jours, le client a la faculté de saisir le médiateur dont l'adresse figure sur les relevés de compte. A cet effet, le médiateur adresse au client dans les plus brefs délais un formulaire de saisine lui permettant d'exposer l'objet de sa demande, et au verso duquel figure la charte de la médiation que le client doit accepter dans le cadre de la saisine du médiateur.

La procédure est gratuite pour le client qui conserve cependant la charge de ses propres frais, notamment ses frais de déplacement ou liés à la rémunération du conseil qu'il choisirait de s'adjointre.

Le médiateur, chargé de proposer des recommandations de nature à résoudre les difficultés rencontrées, doit statuer dans le délai de deux mois à compter de la date de sa saisine, c'est-à-dire à compter de la date de réception du formulaire signé par le client. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations. Le médiateur peut recueillir des parties tous documents ou toutes informations utiles à l'instruction du dossier. A ce titre, le client délègue la banque, pour les besoins de la procédure, du secret professionnel auquel elle est tenue. Par la suite, les constatations et déclarations recueillies par le médiateur ne peuvent être ni produites ni invoquées dans une procédure judiciaire ultérieure éventuelle sans l'accord des parties.

Si les parties acceptent les recommandations du médiateur, une convention transactionnelle au sens de l'article 2044 et suivants du code civil est signée sous l'égide du médiateur.

Ni la banque, ni le client ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la banque ou le client, que la décision du médiateur ne satisfait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

La saisine du «Service Qualité» de la banque est effectuée par lettre envoyée à l'adresse suivante : *Banque Populaire Provençale et Corse - Service Qualité - 245 bd Michelet - BP 25 - 13274 Marseille cedex 09.*

Tout renseignement relatif à une contestation peut être obtenu en téléphonant au numéro non surtaxé figurant dans la plaquette des «tarifs des principaux services & opérations de votre banque» appliqués aux particuliers annexée à la présente convention, disponible en agence et sur le site internet de la banque «www.bppc.fr».

Article 13 - INDISPONIBILITE DU SOLDE DU COMPTE PAR L'EFFET D'UNE SAISIE, D'UN AVIS A TIERS DETENTEUR OU D'UNE OPPOSITION ADMINISTRATIVE

Le solde du compte peut être rendu indisponible par une saisie pratiquée par un créancier du client, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires régissant d'une part la mise à disposition automatique d'une somme à caractère alimentaire (cf. ci-après article 13.1) et, d'autre part, la mise à disposition, sur demande, des sommes qualifiées d'insaisissables (cf. ci-après article 13.2).

La saisie-attribution rend le solde du compte indisponible le jour où elle est pratiquée, c'est-à-dire signifiée à la banque, sous réserve des opérations en cours déterminées par les textes en vigueur. Sauf si le client conteste la saisie devant le juge de l'exécution compétent, et sous réserve de ce qui précède, le créancier se voit attribuer ce solde en paiement à hauteur du montant de sa créance. Si le solde du compte excède ce montant, la différence redevient disponible pour le client au terme d'un délai de quinze jours ou d'un mois selon le cas.

L'avis à tiers détenteur, pratiqué par le Trésor Public pour le recouvrement de ses créances fiscales, rend le solde indisponible le jour où il est notifié à la banque à hauteur de la créance du Trésor Public, c'est-à-dire à hauteur du montant de l'avis à tiers détenteur. La banque est tenue de verser le solde du compte au Trésor Public à hauteur du montant de la créance, à l'issue d'un délai de deux mois pendant lequel le client peut introduire un recours, sous les mêmes réserves que précédemment.

Le Trésor Public peut également pratiquer une opposition administrative pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires. L'opposition administrative rend le solde indisponible le jour où elle est notifiée à la banque à concurrence du montant de la créance motivant l'opposition. La banque est tenue de verser le solde du compte au Trésor Public à hauteur du montant de la créance, à l'issue d'un délai de 30 jours pendant lequel le client peut introduire un recours, sous les mêmes réserves que précédemment.

13.1 - Mise à disposition automatique d'une somme à caractère alimentaire

En cas de saisie sur le compte (principalement saisie attribution, avis à tiers détenteur et opposition administrative), la banque laissera à disposition du client personne physique, dans la limite du solde créditeur de son ou ses comptes au jour de la saisie, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal au montant forfaitaire, pour un allocataire seul, mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles (Revenu de Solidarité Active). Il s'agit du solde bancaire insaisissable (SBI).

Cette somme à caractère alimentaire demeure à la disposition du client débiteur pendant le délai d'un mois à compter de la saisie. Elle ne peut être appréhendée par la saisie mais peut être amputée des opérations en cours. Elle ne se cumule pas avec les sommes insaisissables visées à l'article 13.2 ci-après.

La banque laissera à disposition de son client cette somme lui revenant au titre du SBI sur son compte de dépôt.

En cas d'insuffisance du solde de ce compte, et dans la mesure où le client est titulaire d'autres comptes présentant un solde créditeur, la banque laissera à sa disposition, sur ces comptes, le reliquat de la somme due au titre du SBI.

Afin de préserver au mieux les droits éventuellement attachés à ces comptes, l'imputation des sommes se fera dans l'ordre qui suit : compte de dépôt, compte épargne, produits d'épargne soumis à un régime juridique spécifique.

Le client ne pourra bénéficier d'une nouvelle mise à disposition qu'en cas de nouvelle saisie intervenant à l'expiration d'un délai d'un mois après la saisie ayant donné lieu à la précédente mise à disposition.

Si une somme d'un montant supérieur à celui auquel le client peut prétendre comme indiqué ci-dessus lui est toutefois remise, le client doit restituer au créancier les sommes indûment perçues ou mises à disposition. En cas de faute de sa part, le client peut en outre être condamné, à la demande du créancier, à des dommages et intérêts.

13.2 - Mise à disposition, sur demande, de certaines sommes insaisissables

Le client peut demander à la banque la mise à disposition des sommes insaisissables provenant de créances à échéance ou non périodique (salaires, pensions de retraite, allocations familiales, indemnités de chômage...), sur justification de leur origine et déduction faite des opérations venues en débit du compte depuis le dernier versement de la créance insaisissable.

Article 14 - GARANTIE DES DÉPÔTS

Les dépôts espèces recueillis par la banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au client, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts dans

les conditions et selon les modalités définies par l'article L 312-4 et les suivants du Code monétaire et financier, et les textes d'application.

Ces modalités font l'objet d'un dépliant que le client peut demander auprès du «Service client» de la banque ou auprès du Fonds de garantie des dépôts - 4, rue Halévy - 75009 Paris.

Article 15 - DROIT A L'IMAGE

Dans le cadre de la relation bancaire, des moyens de communication visuels peuvent être utilisés (webcam, visio...).

En application de l'article 9 du code civil, toute personne a, sur son image et sur l'utilisation qui en est faite, un droit exclusif qui lui permet de s'opposer à sa reproduction sans son autorisation expresse et spéciale.

L'utilisation non autorisée d'images de personnes fait courir à l'utilisateur le risque d'être condamné civilement et pénalement.

Dans ce cadre, le client s'engage à ne pas diffuser ni exploiter l'image des collaborateurs de la banque.

Article 16 - LOI ET LANGUE APPLICABLES - COMPÉTENCE

La présente convention est conclue en langue française. Le client accepte expressément l'usage de la langue française durant la relation contractuelle.

La présente convention est soumise à la loi française et à la compétence des tribunaux français.

Article 17 - DEMARCHAGE BANCAIRE ET FINANCIER

Lorsque le client souscrit à la présente convention dans le cadre d'une opération de démarchage bancaire et financier prévue aux articles L.341-1 et suivants du Code monétaire et financier, il dispose à compter de la date de signature d'un délai de quatorze jours pour exercer, sans avoir à indiquer de motif, son droit de rétractation sans pénalité, c'est-à-dire sans avoir à acquitter des frais ou commissions de quelque nature que ce soit.

Le client en revanche, reste tenu du paiement du prix des produits et services fournis par la banque entre la date de conclusion de la convention et la date de l'exercice du droit de rétractation.

Article 18 - VENTE A DISTANCE

Lorsque le client souscrit à la présente convention dans le cadre d'une opération de vente à distance prévue aux articles L. 121-20-8 et suivants du Code de la consommation, il dispose à compter de la date de signature d'un délai de quatorze jours pour exercer sans avoir à indiquer de motif, son droit de rétractation.

Lorsque le client exerce son droit de rétractation, il ne peut être tenu qu'au paiement proportionnel du service financier effectivement fourni, à l'exclusion de toute pénalité. Le client exerce son droit de rétractation à l'aide du formulaire joint à la présente convention.

SERVICES DE VERSEMENT ET DE RETRAIT D'ESPÈCES

ANNEXE 1

1. Services de versement d'espèces (article 3.2.1.1 des conditions générales)

Limite de réception :

Tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi, 11h30 pour les opérations effectuées en devises et jusqu'à 12 heures pour toutes les autres opérations, heures limites au-delà de laquelle tout ordre de paiement reçu est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

1.1 - Description des différents services

Chaque versement d'espèces par le client, au guichet de l'agence teneuse de compte ou d'une autre agence de la banque, sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité et communication de ses coordonnées bancaires (BIC + IBAN), donne lieu à la remise d'un reçu au client. Le client donne son consentement par la signature du bordereau de remise d'espèces dûment rempli ou du reçu ou compte rendu de cette opération.

Chaque versement d'espèces par le client par l'intermédiaire d'un guichet automatique de la banque nécessite l'usage de la carte bancaire et du code confidentiel attaché à celle-ci. Le client donne son consentement à l'opération par la frappe du code confidentiel sur le clavier du guichet automatique. Le ticket délivré au client pour mémoire ne vaut pas preuve de la matérialité du dépôt et du montant allégué.

Des versements d'espèces par le client sont possibles au moyen du service de versements express.

Le client donne son consentement à l'opération en horodatant et signant le bordereau prévu à cet effet.

Le compte du client sera crédité du montant reconnu dans le procès-verbal établi postérieurement par la banque lors des opérations d'inventaire et les écritures comptables corrélatives, sauf au client à apporter, par tous moyens, la preuve que le montant déposé est différent de celui inventorié et porté au crédit du compte.

Le client ne peut retirer son consentement une fois l'ordre de versement reçu.

1.2 - Modalités d'exécution du versement d'espèces pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

Lorsque le client ou son mandataire verse des espèces sur son compte, dans la devise de ce compte, la banque veille à ce que le montant versé soit mis à disposition et reçoive une date de valeur aussitôt que les fonds sont reçus.

Le moment de réception par la banque de l'ordre de versement correspond au jour convenu pour son exécution, c'est-à-dire au jour où la banque est informée, après comptage et contrôle des fonds par la banque ou ses prestataires, du montant versé par le client.

Lorsque le client verse des espèces sur son compte, dans une devise autre que la devise de ce compte, le moment de réception par la banque de l'ordre de versement correspond au jour où d'une part la banque est informée, après comptage et contrôle des fonds par la banque ou ses prestataires, du montant versé par le client et d'autre part les fonds versés sont convertis dans la devise du compte. Dans ce cas, l'article 3.5 des conditions générales de la convention de compte s'applique.

Le client est crédité de la contrevalet du montant annoncé. Seuls les montants reconnus après comptage et détection des éventuelles fausses monnaies par la banque ou son prestataire sont pris en compte, la banque pouvant être conduite à porter au compte du client une écriture de régularisation, sauf au client à apporter, par tous moyens, la preuve que le montant déposé est différent de celui inventorié et porté au crédit du compte.

1.3 - Cas particulier du Service Versement Express

a) Objet

Le service Versement Express a pour objet la suppression de la reconnaissance contradictoire des espèces au moment des dépôts de monnaie ou billet et de limiter ainsi l'attente du client au guichet. Ces dépôts de monnaie ou billets peuvent se faire auprès des guichets de la Banque Populaire Provençale et Corse exclusivement.

b) Obligation de la banque

La banque met à disposition du client les sacs pour la monnaie, les enveloppes ou sacoches plastiques nécessaires à la confection des versements express ainsi que des «bordereaux de versement sous réserve» (ci-après désignés par «le(s) bordereau(x)»), pendant les heures et jours d'ouverture de ses guichets.

c) Obligations du client

Le client s'engage formellement à :

- N'utiliser pour ses versements express que les enveloppes ou sachets de type plastique fournis par la banque ;
 - Conditionner séparément dans des enveloppes ou sacoches distinctes les billets (minimum 500 euros par sacoche) et la monnaie (minimum de 100 pièces par sacoche) et à ne pas mettre d'autres documents, objets ou valeurs dans les enveloppes ou sacoches ;
 - Disposer dans l'enveloppe ou la sacoche :
 - Les billets : les coupures classées par catégorie, disposées dans le même sens et maintenues exclusivement par un bracelet fourni par la banque ou un élastique.
Important : n'utiliser ni agrafes, ni trombones ;
 - La monnaie : des sacs plastiques fournis par la banque regroupant les pièces de même valeur et mises en vrac dans les sacs.
Important : Les rouleaux ne sont pas admis
 - Pour chacune des enveloppes ou sacoches préparées, à renseigner le bordereau en complétant les mentions suivantes :
 - Nom - raison sociale,
 - numéro de compte bénéficiaire,
 - Date du jour et heure de dépôt à l'agence au moyen de l'horodateur, L'horodatage ne garanti que la date et l'heure à laquelle l'opération est effectuée, et en aucun cas il ne prouve la réalité du versement effectué.
 - Détail des espèces contenues dans l'enveloppe ou la sacoche et total du versement en chiffre.
 - Déposer le premier exemplaire préalablement horodaté dans l'urne prévue à cet effet.
 - Conserver le second exemplaire après l'avoir horodaté.
 - Déposer l'enveloppe ou la sacoche préparée dans l'automate de dépôt.
- L'agence prendra acte dans le délai prévu à l'article préliminaire du versement par un visa de la (ou des) personne(s) habilitée(s) sur le feuillet du bordereau sous bonne fin de la reconnaissance du versement par le prestataire et / ou la banque.
- Afin de maintenir la qualité des prestations, et en fonction de l'évolution des impératifs techniques, la banque se réserve le droit de modifier à tout moment la procédure décrite ci-dessus. Elle en informera alors sans délai le client.

d) Comptabilisation du versement

En raison du délai qu'exige la reconnaissance des dépôts de monnaie et de billets effectués, le compte bénéficiaire sera crédité, le jour du dépôt tel que défini à l'article préliminaire, du montant figurant sur le bordereau.

e) Vérification différée du montant des versements par la banque

La banque ou son prestataire procède à la reconnaissance différée du contenu des enveloppes, des sacs de billets et des sacs de monnaies. De convention expresse, seul son comptage fait foi. Le client accepte par avance les redressements éventuels, auxquels pourraient donner lieu la reconnaissance à l'unité des coupures présentées. En conséquence, il autorise la banque à créditer son compte des excédents qui pourraient apparaître et à le débiter du montant des déficits constatés ou des opérations prévues au paragraphe «h».

Les billets ainsi que les pièces contrefaits trouvés dans les versements seront retenus par la banque pour examen à la Banque de France et feront l'objet d'une écriture au débit du compte.

Le client sera informé d'une différence éventuelle par écrit. Il en sera de même pour les contrefaçons.

f) Responsabilité

Sous réserve des dispositions du paragraphe «e» des présentes conditions générales, la banque est responsable du contenu des enveloppes, des sacs de billets et des sacs de monnaies déposés à concurrence du montant porté au crédit du compte et de l'exclusion de tout autre préjudice. Pour demander réparation d'un préjudice, le client devra apporter la preuve de

l'existence et de la valeur dont il demande le remboursement en présentant l'exemplaire du bordereau horodaté.

g) Durée

Le présent service entre en vigueur à compter de la date de signature des présentes ; il est souscrit sans limitation de durée. Le client peut y mettre fin sans préavis en informant la banque par lettre recommandée avec accusée de réception.

La banque peut être amenée pour des raisons commerciales d'organisation ou de sécurité à résilier le service versement express.

Dans ce cas, elle en avvertira le client par lettre recommandée avec un préavis de huit jours.

En cas de résiliation du service versement express par le client ou par la banque, les modalités prévues à l'article 3.2.1.1.2 s'appliquent.

En cas de clôture du compte, le contrat prend fin sans préavis.

h) Conditions financières

La redevance forfaitaire annuelle, correspondant aux prestations décrites aux paragraphes «e» et «f», est fixée selon les conditions tarifaires en vigueur dont le client déclare expressément avoir pris connaissance.

La redevance est susceptible de variations par décisions de la banque. Les modifications générales de tarifs sont opposables au client deux mois après qu'il en ait été informé par la banque.

2. Services de retrait d'espèces

2.1 - Description des différents services

Le client ou le mandataire peut disposer du solde disponible du compte par des retraits d'espèces effectués :

- Dans toute agence de la banque à concurrence de la totalité des avoirs, après avoir dûment rempli - en indiquant notamment ses coordonnées bancaires (BIC + IBAN) - et signé le bordereau prévu à cet effet, ou, le cas échéant, à l'aide d'une carte de retrait remise gratuitement au client et utilisable aux guichets automatiques de la banque par la frappe du code confidentiel attaché à ladite carte que la banque a communiqué au client et qui est placé sous la garde de celui-ci. Le client donne son consentement au retrait par la frappe du code confidentiel sur le clavier du guichet automatique de la banque. Le client ne peut retirer son ordre une fois celui-ci reçu par la banque, ou, le cas échéant, dès la frappe du code confidentiel sur le clavier du guichet automatique de la banque ;
- Dans les guichets automatiques du Groupe Banque Populaire à l'aide d'une carte de paiement ou de crédit CB nationale ou Internationale, si le client en dispose, et dont les conditions de délivrance et l'utilisation font l'objet d'une convention spécifique ;
- Dans les guichets automatiques des établissements français adhérents du système CB, à l'aide d'une carte nationale ou internationale ou des établissements étrangers appartenant au réseau international mentionné sur la carte, à l'aide de la carte CB internationale dont les conditions de délivrance et l'utilisation font l'objet d'une convention spécifique.

Les retraits d'espèces sont possibles sous réserve de l'existence d'une provision suffisante et disponible sur le compte.

Le client ne peut retirer son ordre une fois celui-ci reçu par la banque, ou, le cas échéant, dès la frappe du code confidentiel.

2.2 - Modalités d'exécution du retrait d'espèces pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

2.2.1 - Ordres de retrait d'espèces en euro ou dans la devise du compte quand celui-ci n'est pas tenu en euro

Le moment de réception par la banque de l'ordre de retrait correspond à l'heure et à la date auxquelles la banque reçoit effectivement les instructions du client. L'ordre de retrait d'espèces est exécuté immédiatement.

Pour les ordres de retrait en euro qui excèdent un montant indiqué en agence ou pour les retraits dans une devise de l'EEE autre que l'euro, le client est tenu à un délai de prévenance indiqué en agence ou dans les conditions particulières.

2.2.2 - Ordres de retrait d'espèces dans l'une des devises de l'EEE autre que l'euro et que la devise du compte

Pour les ordres de retrait d'espèces dans l'une des devises de l'EEE autre que la devise du compte, le moment de réception de l'ordre intervient le jour convenu pour son exécution, c'est-à-dire à la fin du délai nécessaire à la banque pour effectuer l'opération de change et réunir la somme dans la devise demandée. Dans ce cas, l'article 3.5 des conditions générales de la convention de compte s'applique. Le client peut révoquer son ordre de retrait par écrit (au guichet de l'agence teneur de compte ou par lettre adressée à celle-ci) jusqu'à la fin de la veille du jour convenu pour son exécution. Lorsque le client se présente en agence le jour convenu, l'ordre de retrait d'espèces est exécuté immédiatement.

SERVICES DE PAIEMENT PAR CHÈQUE

1. Délivrance des formules de chèque

La banque remet au client, à la demande de celui-ci, des formules de

chèques après avoir vérifié, en consultant le fichier tenu par la Banque de France, que le client ne fait pas l'objet d'une interdiction d'émettre des

ANNEXE 2

chèques. Toutefois, la banque est légalement fondée, en motivant sa décision, à ne pas délivrer de chèquiers au client même si ce dernier ne figure pas dans la liste des personnes interdites d'émettre des chèques. Dans ce cas, la situation du client est, à sa demande, réexaminée périodiquement dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente convention. Elle peut, par ailleurs, demander au client à tout moment, en motivant sa décision, la restitution des formules de chèques en sa possession.

Les chèquiers sont remis au guichet ou expédiés sous pli recommandé avec demande d'avis de réception au domicile du client en fonction du choix exercé par celui-ci. Les chèquiers non retirés au guichet dans le délai d'un mois peuvent être soit détruits, soit expédiés au client dans les mêmes conditions. Les expéditions de chèquiers quel que soit le cas donnent lieu au paiement d'une commission dont le montant figure dans les conditions tarifaires.

Les formules de chèques délivrées sont en principe établies pré-barrées et ne sont pas endossables, sauf au profit d'une banque ou d'un établissement assimilé. Toutefois, le client peut, sur sa demande expresse, obtenir des formules non barrées et librement endossables. Dans cette hypothèse, le client acquitte un droit de timbre et la banque doit communiquer à l'administration fiscale les numéros de chèques et l'identité du client qui les a demandés.

Le client s'engage à n'émettre des chèques qu'au moyen de formules mises à sa disposition par la banque, conformément aux normes en vigueur. En cas de méconnaissance de cet engagement, la banque pourra prélever sur le compte du client une commission dont le montant est précisé dans les conditions tarifaires, à raison de la contrainte particulière résultant pour elle du traitement manuel du chèque.

La responsabilité de la banque ne pourra par ailleurs pas être recherchée en cas d'altération, par le client, d'une mention pré-imprimée d'une formule de chèque (n° de compte, monnaie de paiement...).

Le client est responsable de la garde des formules de chèques qui lui sont délivrées et doit prendre toutes les dispositions utiles pour la conservation de celles-ci. Notamment, le client doit éviter, sous peine d'engager sa responsabilité, de les laisser dans un endroit sans surveillance avec ses pièces d'identité.

2. Opérations de paiement par chèque

Si le client dispose d'un chéquier, il peut effectuer des paiements au moyen de chèques émis en faveur de tiers.

Le client peut effectuer des opérations de dépôt sur son compte par des remises de chèques endossés à l'ordre de la banque.

La remise de chèques s'effectue au moyen d'un bordereau. Dès la remise, le montant du chèque est porté au crédit du compte sous réserve de son encaissement. Dans le cas où le chèque reviendrait impayé, la banque procédera à la contrepassation, c'est-à-dire débitera le compte du montant correspondant. Dans ce cas, le client pourra exercer ses recours contre le tireur du chèque, et, dans les conditions prévues par la loi, obtenir un certificat de non paiement sur présentation du chèque, directement auprès du banquier du tireur ou par l'intermédiaire de la banque moyennant des frais indiqués dans les conditions tarifaires. En cas d'escompte, la banque pourra préférer exercer elle-même ses recours en vertu de ce chèque qui n'est alors pas contrepassé.

Dans l'hypothèse où la banque préfère ne prendre le chèque qu'à l'encaissement et différer ainsi la mise à disposition du montant du chèque, elle en avertit expressément le client dans les 48 heures à compter du dépôt du chèque, la remise est alors créditée à l'issue d'un délai de 15 jours ouvrés après la date de remise.

3. Législation relative au chèque sans provision

L'existence de la provision

Le client doit s'assurer, préalablement à l'émission d'un chèque, qu'une provision suffisante et disponible existe au compte, et la maintenir jusqu'à la présentation du chèque au paiement, dans la limite de la durée de validité de celui-ci, fixée à un an et huit jours à compter de la date d'émission pour un chèque émis et payable en France métropolitaine.

La provision est constituée des sommes disponibles inscrites au crédit du compte ainsi que du montant du découvert ou des facilités de caisse éventuellement consentis par la banque.

Constatation et conséquences d'une insuffisance de provision

En cas d'absence de provision ou lorsque la provision figurant sur le compte n'est pas suffisante pour permettre le paiement d'un chèque, la banque rappelle au titulaire par lettre simple, appel téléphonique ou tout autre moyen approprié précisé par ce dernier dans les conditions particulières, la nécessité d'alimenter immédiatement le compte pour éviter le rejet du chèque et les conséquences matérielles et financières de ce rejet, notamment le montant des frais et commissions dus à la banque et indiqués dans les conditions tarifaires.

Si la banque est conduite à refuser un chèque pour le motif déterminant d'absence ou d'insuffisance de provision, elle adresse au titulaire du compte une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'enjoignant de ne plus émettre de chèque pendant une durée de cinq ans et de restituer toutes les formules en sa possession, le cas échéant aux autres banquiers dont il est client. Dans l'hypothèse d'un compte-joint, et conformément aux dispositions de l'article L 131-80 du code monétaire et financier, la banque adressera la lettre d'injonction au cotitulaire qui aura été, d'un commun accord avec les autres, désigné pour être réputé l'auteur de tout chèque sans provision et auquel les sanctions légales exposées ci-dessus seront applicables. Faute de désignation d'un cotitulaire, la lettre d'injonction sera adressée à chaque cotitulaire et les sanctions seront applicables à tous. La banque est tenue de procéder à une déclaration d'incident de paiement à la Banque de France.

Le titulaire du compte bénéficie cependant de la possibilité permanente de recouvrer le droit d'émettre des chèques, s'il procède à la régularisation de l'incident, soit en réglant directement le bénéficiaire et en justifiant de ce paiement par la remise du chèque à la banque, soit en constituant une provision bloquée et affectée au paiement des chèques durant un an, soit en constatant que le chèque a été payé sur nouvelle présentation, ce dont il doit avertir la banque.

Annulation d'une déclaration d'incident de paiement

La banque, à la demande du titulaire du compte, annule la déclaration d'incident de paiement à la Banque de France et rembourse à celui-ci les commissions, frais et intérêts prélevés, lorsque le refus de paiement ou l'établissement de non-paiement résulte d'une erreur de sa part, ou lorsque l'absence ou l'insuffisance de provision résulte d'un événement dont il est établi qu'il n'est pas imputable au titulaire ou au mandataire émetteur du chèque. Le titulaire a la faculté par ailleurs d'engager une action devant le tribunal compétent pour obtenir la levée de l'interdiction s'il conteste le bien fondé de la mesure d'interdiction ou les modalités de régularisation.

Dispositions en faveur du bénéficiaire d'un chèque rejeté faute de provision

Le bénéficiaire d'un chèque rejeté pour absence ou insuffisance de provision reçoit de la banque une attestation de rejet, laquelle mentionne que le tireur est privé de la faculté d'émettre des chèques et qu'il ne recouvrera celle-ci qu'à l'issue d'un délai de cinq ans, sauf régularisation.

A l'issue d'un délai de trente jours courant à compter de la première présentation du chèque, le bénéficiaire du chèque resté impayé peut, si une nouvelle présentation s'avère infructueuse, demander à la banque la délivrance d'un certificat de non-paiement destiné à lui permettre d'obtenir par ministère d'huissier le paiement du chèque, ou à défaut, un titre exécutoire.

4. Opposition à un chèque

Le titulaire du compte peut par ailleurs former opposition au paiement d'un chèque en cas de perte, vol ou utilisation frauduleuse du chèque ainsi qu'en cas de redressement ou liquidation judiciaire du bénéficiaire. Lorsque l'opposition est fondée sur un autre motif, la banque ne peut refuser de payer le chèque. Toute opposition fondée sur une autre cause que celles prévues par la loi expose le titulaire du compte à des sanctions pénales.

L'opposition au paiement d'un chèque doit être formée dans les meilleurs délais par le titulaire auprès de la banque, au guichet ou le cas échéant par téléphone et, dans ce dernier cas, être confirmée immédiatement par écrit quel que soit le support (lettre, ou moyens télématiques), afin de ne pas risquer d'être privée d'effets. L'opposition orale et la confirmation écrite de celle-ci doivent indiquer le numéro du chèque objet de l'opposition.

Dès réception d'une opposition légalement justifiée, la banque est fondée à bloquer la provision du chèque dont le montant est connu.

Les délais d'encaissement sont précisés dans les conditions tarifaires.

SERVICES DE PAIEMENT PAR VIREMENT

ANNEXE 3

1. Description des différents services de virement

Le virement est une opération ordonnée par le client qui, en sa qualité de payeur (débité), donne un ordre de transfert de fonds à sa banque :

- en faveur d'un bénéficiaire (le créancier) dont il communique à la banque l'identité et les coordonnées bancaires,
- ou en sa propre faveur pour alimenter ses comptes d'épargne ou tout autre compte ouvert à son nom dans la même banque ou dans une autre banque.

Le virement peut être exécuté soit au mieux après la réception de l'ordre de virement, soit à l'échéance convenue entre la banque et le client. Il peut être permanent ou occasionnel.

Le client peut également être le bénéficiaire d'un virement initié par lui-même (depuis un autre compte ouvert à son nom dans la même banque ou dans une autre banque) ou par un tiers débiteur à son profit.

S'agissant des virements, trois types d'opérations sont offerts à la clientèle :

- Les virements SEPA,
- Les autres virements relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier,
- Les virements internationaux.

1.1 - Les virements SEPA

Le client peut effectuer un virement SEPA, que ce soit pour un virement à destination de la France, ou vers l'un des autres pays de la zone SEPA (zone couvrant les pays membres de l'Espace Economique Européen plus la Suisse et Monaco). Le virement SEPA est obligatoirement libellé en euro. Le client ne peut émettre de virements SEPA vers la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française et les Iles Wallis et Futuna.

Le traitement du virement SEPA est automatisé de bout en bout. A cette fin, la mention des codes BIC et IBAN du bénéficiaire est indispensable. Un tel virement ne pourra être effectué qu'à partir d'un formulaire rempli de manière précise et complète, comportant le cas échéant le motif du virement.

Aucun virement SEPA ne pourra être traité à partir d'informations incomplètes ou erronées.

Les frais mentionnés dans les conditions tarifaires seront identiques que ce virement soit à destination ou en provenance de la France ou d'un autre pays de la zone SEPA.

1.2 - Les autres virements relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

Le client peut effectuer des virements ordinaires, libellés en euros ou dans une autre devise de l'Espace Economique Européen, à destination de la France métropolitaine, de ses départements d'outre mer, de Saint Martin, de Saint Barthélemy, ou vers un autre pays de l'Espace Economique Européen.

Il peut aussi effectuer des virements libellés en euros à destination de Mayotte ou Saint-Pierre-et-Miquelon et en Francs CFP à destination de la Nouvelle Calédonie, la Polynésie Française ou les Iles Wallis et Futuna.

Le client mentionne les références du compte à débiter, le montant du virement et les coordonnées bancaires du bénéficiaire qui comportent :

- soit l'identifiant national du compte (RIB), pour des virements vers la France uniquement,
- soit :
 - l'identifiant international du compte (IBAN - International Bank Account Number) et
 - le BIC (Bank Identifier Code) de la banque teneur de compte, identifiant attribué aux établissements de crédit et assimilés, utilisé pour le routage des opérations dans certains systèmes d'échange.

Aucun virement ne pourra être traité à partir d'informations incomplètes ou erronées.

Lorsque le virement est en euros, les frais mentionnés dans les conditions tarifaires sont identiques que ce virement soit à destination ou en provenance de la France ou d'un autre pays de l'Espace Economique Européen.

1.3 - Les virements internationaux (virements ne relevant pas de l'article L133-1 du Code monétaire et financier)

Le client peut choisir d'effectuer des virements internationaux, dès lors que ces virements sont soit libellés :

- dans la devise d'un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen,
- en euros ou dans une autre devise de l'Espace Economique Européen et effectués soit entre cet espace (en ce, y compris la France métropolitaine, ses départements d'outre mer, Saint Martin et Saint Barthélemy), et un pays n'appartenant pas à cet espace, soit entre Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon et un pays autre que la France.

A ce titre, le client mentionne les références du compte à débiter, le montant du virement et la devise, les coordonnées bancaires du bénéficiaire qui comportent, sauf exception :

- l'identifiant international du compte (IBAN - International Bank Account Number) ou, à défaut, le n° de compte et l'adresse du bénéficiaire,
- le BIC de la banque du bénéficiaire ou, à défaut, le nom de celle-ci, ainsi que, le cas échéant, les autres informations à fournir pour l'exécution correcte du virement, après consultation de l'agence.

Un tel virement international ne pourra être effectué qu'à partir d'un formulaire papier disponible en agence, rempli de manière précise et complète et signé. Aucun virement international ne pourra être traité à partir d'informations incomplètes ou erronées.

2. Modalités communes de transmission et de retrait du consentement à une opération de virement

La banque et son client conviennent que le client donne son consentement à une opération de virement :

- Pour les ordres de virement sur support papier : par la remise au guichet de l'une des agences de la banque ou par l'envoi par courrier ou par télécopie à l'agence teneur de compte du formulaire approprié selon le service demandé, dûment rempli (l'ensemble des champs obligatoires

ayant été renseignés) et signé par le client ou son (ses) mandataire(s). Le client et la banque s'accordent pour reconnaître la valeur probante d'un ordre adressé par télécopie revêtue de la signature du client ou de son (ses) mandataire(s).

- Pour les ordres de virement transmis par voie électronique dans le cadre de l'espace privé de banque en ligne par la saisie de l'identifiant et du mot de passe du client, puis par le formulaire électronique à remplir de manière précise et complète et à valider par le client.

Il est convenu que le client peut révoquer un ordre de virement (ou plusieurs échéances de virement dans le cas d'un virement permanent), par écrit auprès de l'agence teneur de compte (au guichet ou par lettre) ou sur l'espace privé de banque en ligne, conformément aux modalités suivantes :

- L'ordre de virement dont l'exécution est demandée au mieux est révoquable gratuitement jusqu'à ce qu'il ait été reçu par la banque (date et heure effectives de réception des instructions du client). L'ordre de virement à échéance est révoquable gratuitement au plus tard jusqu'à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour commencer l'exécution avant l'heure limite définie par la banque.
- La banque et son client conviennent que toute demande de révocation présentée après ces délais sera acceptée par la banque, dès lors que l'exécution de l'ordre n'a pas commencé, c'est-à-dire, dès lors qu'il est possible techniquement pour la banque de le récupérer et de ne pas le traiter. Dans ce cas, la banque peut facturer cet allongement du délai de révocation. Le cas échéant, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires.
- Le client peut par ailleurs retirer son consentement à l'exécution d'un ordre de virement permanent au plus tard jusqu'à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour commencer l'exécution avant l'heure limite définie par la banque. La conséquence est que toute opération postérieure est réputée non autorisée. La banque peut prélever des frais pour ce retrait du consentement. Le cas échéant, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires.

3. Modalités d'exécution des virements pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

3.1 - Moment de réception

3.1.1 - Virement dont l'exécution est demandée au mieux

Le moment de réception par la banque d'un ordre de virement dont l'exécution est demandée au mieux correspond à l'heure et à la date auxquelles la banque reçoit effectivement les instructions du client.

L'heure limite au-delà de laquelle tout ordre de virement est réputé avoir été reçu est fixée à l'article préliminaire des conditions générales. Si le moment de réception n'est pas un jour ouvrable pour la banque, l'ordre de virement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

3.1.2 - Virement à échéance (permanent ou occasionnel)

Pour les virements à échéance, qu'ils soient permanents ou occasionnels, la banque et son client conviennent que l'exécution de l'ordre de virement commencera ultérieurement : soit un jour donné, soit à l'issue d'une période déterminée, soit lorsque le payeur met les fonds à la disposition de sa banque. Dans ce cas, le moment de réception est réputé être le jour convenu. Si le jour convenu n'est pas un jour ouvrable pour la banque, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

3.2 - Délai maximal d'exécution pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

3.2.1 - Virements libellés en euro

La banque s'engage à exécuter les ordres de virement relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier, libellés en euro à partir d'un compte en euro, dans un délai maximal d'un jour ouvrable à compter de la date de réception de l'ordre de virement (cf. article 3.1 de la présente annexe) jusqu'au crédit en compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Ce délai maximal d'exécution sera porté à deux jours ouvrables pour les ordres de virement initiés sur support papier dont l'exécution est demandée au mieux.

Toutefois, par dérogation aux deux paragraphes précédents, la banque et le client conviennent que, jusqu'au 1^{er} janvier 2012, la banque exécutera ces virements dans un délai maximal de trois jours ouvrables à compter de la date de réception de l'ordre de virement jusqu'au crédit en compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire, délai qui sera porté à quatre jours ouvrables pour les ordres de virement initiés sur support papier dont l'exécution est demandée au mieux.

3.2.2 - Virements SEPA

Pour les virements SEPA, il est convenu que leur montant est crédité sur le compte de la banque du bénéficiaire au plus tard à la fin du 2^{ème} jour ouvrable suivant le moment de réception de l'ordre. Dès réception des fonds, la banque du bénéficiaire crédite le compte de son client. A compter du 1^{er} janvier 2012, ce délai est ramené à un (1) jour ouvrable. Ces délais sont prolongés d'un jour ouvrable supplémentaire pour les virements initiés sur support papier.

3.2.3 - Autres virements

La banque s'engage à exécuter les autres ordres de virement relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier dans un délai maximal de quatre jours ouvrables à compter de la date de réception de l'ordre de virement (cf. article 3.1 de la présente annexe) jusqu'au crédit en compte du prestataire de services de paiement du bénéficiaire, c'est-à-dire dans les cas suivants :

- virements libellés dans une devise de l'un des pays de l'Espace Economique Européen, autre que l'euro, à partir d'un compte tenu dans cette même devise ;

- virements libellés en euro ou dans une autre devise de l'un des pays de l'Espace Economique Européen, à partir d'un compte tenu dans une devise différente de celle du virement, et impliquant par conséquent une opération de change.

4. Dispositions spécifiques régissant les ordres de virement initiés sur l'espace privé de banque en ligne

Ces dispositions sont décrites dans la convention d'utilisation des services de banque en ligne.

SERVICES DE PAIEMENT PAR PRÉLÈVEMENT ET INSTRUMENTS ASSIMILÉS (TIP ET TÉLÉRÈGLEMENT)

ANNEXE 4

1. Les différents services de prélèvement

Le service de paiement par prélèvement permet l'exécution d'opérations de débit ponctuelles ou récurrentes libellées en euros. Le prélèvement est une opération ordonnée par un créancier (le bénéficiaire) qui donne un ordre de paiement au prestataire de service de paiement du payeur, fondé sur le consentement donné par le payeur au bénéficiaire et, le cas échéant, par l'intermédiaire de son propre prestataire de service de paiement.

1.1 - Le prélèvement national

1.1.1 - Description du service et modalités de communication et de retrait du consentement à l'exécution de prélèvements nationaux

Ce service de paiement, régi par les règles du Centre Français d'Organisation et de Normalisation bancaire (ci-après CFONB), permet l'exécution de prélèvements en euros en France.

Il repose sur deux mandats permanents et révocables :

- mandat permanent ou ponctuel donné par le débiteur à son créancier, pour l'autoriser à émettre des ordres de prélèvements payables sur son compte bancaire (demande de prélèvement) ;
- mandat donné par le débiteur à sa banque pour l'autoriser à débiter son compte du montant des prélèvements (autorisation de prélèvement).

Pour le prélèvement national, la banque et son client conviennent que le client donne son consentement à l'exécution de prélèvements récurrents en remettant ou en adressant par courrier à son créancier (le bénéficiaire) les demande et autorisation de prélèvement dûment remplies et signées, accompagnées obligatoirement d'un relevé d'identité bancaire (RIB). Le signataire de l'autorisation de prélèvement doit être le client ou toute autre personne habilitée à mouvementer le compte pour ce type d'opération.

A tout moment, le client a la possibilité de retirer le consentement qu'il a donné à l'exécution de prélèvements récurrents en révoquant par écrit la demande de prélèvement auprès de son créancier ainsi que l'autorisation de prélèvement correspondante auprès de l'agence teneur de compte. Le retrait du consentement à l'exécution d'une série de prélèvements a pour effet, sous réserve du moment d'irrévocabilité précisé à l'article 1.1.2 de la présente annexe, que toute opération postérieure est réputée non autorisée. La banque peut facturer ce retrait du consentement. Le cas échéant, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires.

1.1.2 - Contestation avant et après exécution d'un prélèvement

A réception du document l'informant du montant et de la date d'exécution du ou des prélèvements (facture, avis, échéancier...), le client en vérifie la conformité au regard de l'accord conclu avec son créancier.

En cas de désaccord, le débiteur doit intervenir immédiatement auprès de son créancier pour qu'il sursoie à l'exécution du prélèvement. Si le créancier ne prend pas en compte cette demande, le client a la possibilité auprès de sa banque :

- au plus tard à la fin du jour ouvrable précédent la date d'exécution avant l'heure limite définie par la banque, de faire opposition gratuitement à ce prélèvement, c'est-à-dire de révoquer l'ordre de prélèvement avant son exécution. La demande de révocation (d'opposition) doit être formulée par écrit (au guichet, par lettre adressée à l'agence, ou par moyen télématique en cas d'abonnement au service de banque en ligne) ;
- Après la date d'exécution du prélèvement, de contester l'opération et d'en demander son remboursement par écrit au guichet ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'agence teneur de compte ou au Service Qualité situé au siège de la banque :
 - soit dans un délai de huit semaines à compter de la date du débit du compte, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement autorisé (l'autorisation de prélèvement reste valide) mais contesté. La banque dispose d'un délai de dix jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement, pour rembourser son client ;
 - soit dans un délai maximum de 13 mois à compter de la date du débit en compte, conformément aux articles 6.2.1 et 6.2.2 des conditions générales de la convention de compte, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement non autorisé (du fait de l'absence ou du retrait du consentement du client).

En cas de remboursement, le débiteur n'est cependant pas exonéré de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

1.2 - Le prélèvement SEPA

1.2.1 - Description du service et modalités de communication et de retrait du consentement à l'exécution de prélèvements SEPA

Le prélèvement SEPA est un prélèvement libellé en euros entre débiteur et créancier dont les comptes sont tenus dans des banques situées dans la zone SEPA (Zone regroupant les pays de l'Espace Economique Européen plus la Suisse et Monaco). Il peut donc être effectué en France ou de façon transfrontalière entre la France et un pays de la zone SEPA.

Le prélèvement SEPA peut être ponctuel ou récurrent.

Le prélèvement SEPA s'appuie sur un formulaire unique de mandat, mis à disposition par le créancier et complété et signé par le débiteur, contenant un double mandat : l'un donné au créancier de présenter des demandes de prélèvement sur le compte désigné du débiteur, le second donné à la banque du débiteur l'autorisant à débiter ledit compte. Cette double autorisation peut être permanente s'il s'agit de paiements récurrents, ou unitaire s'il s'agit d'un paiement ponctuel.

Le formulaire unique de mandat est conservé par le créancier. Les données relatives à ce mandat sont transmises de façon électronique à la banque du débiteur lors de la présentation du prélèvement SEPA sur le compte du débiteur.

Le mandat de prélèvement SEPA doit comporter l'identifiant créancier SEPA du créancier ainsi que la Référence Unique du Mandat qui, pour un créancier donné, identifie chaque mandat.

La banque et son client débiteur conviennent que le client donne son consentement à l'exécution de prélèvements SEPA :

- soit en remettant ou en adressant par courrier à son créancier (le bénéficiaire) le formulaire de mandat papier de prélèvement SEPA dûment rempli (notamment obligation d'indiquer l'IBAN+BIC du compte à débiter) et signé ;
- soit, le cas échéant, en complétant dûment en ligne le mandat électronique de prélèvement SEPA sur le site internet du créancier (bénéficiaire) et en le validant en ligne.

Le client s'engage à respecter les termes des mandats convenus avec ses créanciers et à leur signaler tout changement de données le concernant figurant sur ces mandats, dont notamment les coordonnées bancaires du nouveau compte à débiter en cas de changement de banque. Dans ce cas, la banque, en tant que nouvelle banque, s'engage à accepter les prélèvements SEPA qui se présentent sur le compte du client, sur la base d'un mandat de prélèvement SEPA antérieur.

Le client a la possibilité de refuser l'exécution de prélèvements SEPA sur son compte. Ce refus doit être notifié d'une part, à la banque par courrier et d'autre part, à tout créancier lui proposant ce mode de paiement. Le client devra alors convenir d'un autre moyen de recouvrement avec le créancier.

A tout moment, le client a la possibilité de retirer le consentement qu'il a donné à l'exécution de prélèvements SEPA, c'est-à-dire de révoquer par écrit le mandat de prélèvement SEPA auprès de son créancier, par courrier ou, le cas échéant, selon la procédure prévue sur le site internet du créancier. Le client peut en sus confirmer ce retrait du consentement auprès de sa banque, en formant par écrit (au guichet ou par lettre adressée à l'agence teneur de compte) une opposition permanente aux prochaines échéances de prélèvements présentées par ledit créancier. Le retrait du consentement à l'exécution d'une série de prélèvements a pour effet, sous réserve du moment d'irrévocabilité précisé à l'article 1.1.2 de la présente annexe, que toute opération postérieure est réputée non autorisée. La banque peut facturer ce retrait du consentement. Le cas échéant, ces frais sont mentionnés dans les conditions tarifaires.

Le créancier, qui détient et conserve le mandat, devra adresser au débiteur préalablement au débit une pré-notification (facture, avis, échéancier), précisant les montant(s) et date(s) d'échéance du(des) prélèvement(s) SEPA.

1.2.2 - Contestation avant et après exécution d'un prélèvement SEPA

A réception de la pré-notification l'informant du montant et de la date d'échéance du ou des prélèvements SEPA, le client en vérifie la conformité au regard de l'accord conclu avec son créancier.

En cas de désaccord, le débiteur doit intervenir immédiatement auprès de son créancier pour qu'il sursoie à l'exécution du prélèvement SEPA. Si le créancier refuse de prendre en compte cette demande ou ne peut plus interrompre l'exécution par sa banque de l'ordre de prélèvement, mais aussi dans les autres cas où le client est fondé à le faire (par exemple,

dans le cas où le client n'a pas donné son consentement au créancier), le client a la possibilité auprès de sa banque :

- au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant la date d'exécution avant l'heure limite définie par la banque, de faire opposition gratuitement à ce prélèvement SEPA, c'est-à-dire de révoquer l'ordre de prélèvement avant son exécution. La demande de révocation (d'opposition) doit être formulée par écrit auprès de l'agence teneur de compte (au guichet ou par lettre) ;
- après l'exécution du prélèvement SEPA, le débiteur peut contester l'opération et en demander son remboursement dans les délais décrits ci-après qu'il s'engage à respecter :
 - soit dans un délai de huit semaines à compter de la date du débit du compte, quel que soit le motif de sa contestation. Le client est remboursé automatiquement par sa banque dans un délai maximum de dix jours ouvrables suivant la réception par la banque de sa demande de remboursement ;
 - soit, passé ce délai de huit semaines, dans un délai maximum de 13 mois à compter du débit en compte, conformément aux articles 6.2.1 et 6.2.2 de la convention de compte, lorsqu'il s'agit d'un prélèvement non autorisé (du fait de l'absence d'un mandat de prélèvement ou suite à une révocation par le client du mandat de prélèvement). En cas de remboursement, le débiteur n'est cependant pas exonéré de ses éventuelles obligations vis-à-vis du créancier.

Le client s'engage à résoudre directement avec le créancier tout litige commercial lié à un ou plusieurs prélèvements.

1.3 - Migration du prélèvement national vers le prélèvement SEPA à l'initiative du créancier bénéficiaire

Lorsque le prélèvement national préalablement accepté par le client est remplacé, à l'initiative du créancier bénéficiaire, par un autre service de prélèvement, tel le service de prélèvement SEPA, le mandat de prélèvement et l'autorisation de prélèvement valablement délivrés et les oppositions faites par le client avant l'entrée en vigueur de ce nouveau service de prélèvement conservent leur validité, sans préjudice des dispositions de l'article 2003 du Code civil et des 3^{ème} et 4^{ème} alinéa de l'article L133-7 du Code monétaire et financier.

Le débiteur est donc dispensé de signer un nouveau mandat de prélèvement SEPA avec le créancier et de renouveler les oppositions qu'il avait formulées auprès de sa banque avant la migration.

Le créancier doit, préalablement à la migration vers le prélèvement SEPA, informer le débiteur de son intention de migrer et de la date de mise en œuvre effective de cette migration. Sauf désaccord du débiteur, le créancier sera, à partir de cette date, mandaté pour présenter des prélèvements SEPA qui seront acheminés à la banque du débiteur, elle-même mandatée à débiter le compte de son client.

Le client peut refuser de régler le bénéficiaire (le créancier) en utilisant le service de prélèvement SEPA. Dans ce cas, le client procède au retrait de son consentement conformément aux dispositions décrites à l'article 1.2.1 de la présente annexe et convient avec son créancier d'un nouveau mode de paiement.

1.4 - Les prélèvements effectués par la banque, en sa qualité de bénéficiaire des prélèvements, sur le compte du client

Les prélèvements opérés par la banque sur le compte du client, en sa qualité de bénéficiaire des prélèvements, reposent sur l'accord écrit donné par le client à sa banque dans la présente convention de compte ou dans des contrats spécifiques.

Le client a la possibilité de retirer le consentement qu'il a donné à l'exécution de prélèvements récurrents par écrit auprès de l'agence teneur de compte. Cependant dans ce cas, la banque est fondée à résilier la convention de compte et les contrats spécifiques. Conformément à l'article L133-25-2 du Code monétaire et financier, la banque et le client conviennent que le client n'a pas droit au remboursement du prélèvement qu'il contesterait pendant le délai de huit semaines à compter du débit en compte prévu à l'article L133-25-III du même Code, dès lors qu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement directement à la banque.

1.5 - Modalités communes d'exécution des prélèvements pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

1.5.1 - Moment de réception

Le moment de réception de l'ordre de prélèvement par la banque du client est le jour convenu pour l'exécution de l'ordre. Pour le prélèvement national et pour le prélèvement SEPA, il s'agit du jour convenu entre le bénéficiaire (le créancier) et son prestataire de services de paiement pour l'exécution de cet ordre c'est-à-dire, la date d'échéance, conformément à l'échéancier convenu entre le créancier et le client.

Pour les prélèvements opérés par la banque sur le compte de son client,

en sa qualité de bénéficiaire des prélèvements, il s'agit soit du jour d'utilisation du service bancaire par le client, soit du jour convenu notamment dans les contrats spécifiques le cas échéant sous forme d'un échéancier.

Si le jour convenu n'est pas un jour ouvrable pour la banque, l'ordre de paiement est réputé avoir été reçu le jour ouvrable suivant.

1.5.2 - Délai maximal d'exécution

Pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier, et conformément à l'article L133-13 II du Code monétaire et financier, la banque du bénéficiaire transmet l'ordre de prélèvement à la banque dans les délais convenus entre le bénéficiaire et sa banque. Ces délais doivent permettre le règlement à la date convenue.

2. Titre Interbancaire de Paiement

2.1 - Description du service et modalités de transmission et de retrait du consentement à des TIP

Le Titre Interbancaire de Paiement (ci-après TIP) est un instrument de paiement papier normalisé réservé aux règlements nationaux à distance en euro. Il permet au créancier de bénéficier de l'initiative de la mise en recouvrement de ses créances et au client débiteur de payer par débit de son compte de manière unitaire, en donnant un accord à chaque paiement par la signature manuscrite du TIP. Le consentement du débiteur est formalisé par cette signature.

Le TIP est émis par le créancier en même temps que la facture qu'il est destiné à payer et il est adressé au débiteur avec celle-ci.

Le TIP porte notamment l'identifiant du créancier (le Numéro National d'Emetteur), les coordonnées bancaires du débiteur (RIB), le montant et les références de la créance. La date d'exigibilité est indiquée à l'initiative du créancier, le plus souvent sur la facture qui accompagne le TIP.

Le débiteur acceptant de payer par TIP, doit joindre son RIB lors du premier paiement. Ses coordonnées bancaires seront reprises automatiquement sur les TIP suivants.

Lorsqu'un débiteur est d'accord pour utiliser cet instrument de paiement, il date et signe le TIP, puis le retourne à l'adresse indiquée par le créancier (celle du créancier ou du centre TIP).

Le TIP est ensuite traité, dématérialisé et archivé par un centre TIP (agrée et sous contrôle des banques). L'enregistrement correspondant est ensuite remis à la banque du créancier qui assure le processus d'encaissement via le système de règlement interbancaire.

Le moment de réception par la banque correspond au jour de l'échéance du paiement (jour convenu) ou en l'absence d'échéance, ou, dans le cas d'un paiement à vue, à la date de règlement interbancaire.

Le client ne peut plus révoquer l'ordre de paiement TIP dès que le TIP signé a été transmis au bénéficiaire (le créancier).

2.2 - Modalités d'exécution et de contestation des TIP pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

Les modalités d'exécution et de contestation des TIP sont similaires à celles concernant les prélèvements nationaux (cf. articles 1.1.2 et 1.5 ci-dessus).

3. Télé règlement

3.1 - Description du service et modalités de transmission et de retrait du consentement à des opérations de télé règlement

Le télé règlement est un instrument de télépaiement normalisé. Il s'agit d'un service de paiement en euro permettant aux :

- débiteurs de régler des dettes (factures notamment) à distance par des moyens télématiques tels que minitel, téléphone, micro-ordinateur,
- créanciers de recouvrer des créances dès lors qu'ils ont recueilli une adhésion au télé règlement signée par le débiteur.

Le consentement du débiteur est formalisé par la signature de l'adhésion au télé règlement qu'il doit renvoyer au créancier accompagné d'un RIB. Le télé règlement nécessite également un accord donné au coup par coup par le débiteur au créancier par voie télématique.

Le moment de réception par la banque correspond au jour de l'échéance du paiement (jour convenu) ou en l'absence d'échéance, ou, dans le cas d'un paiement à vue, à la date de règlement interbancaire.

Le client ne peut plus révoquer l'ordre de paiement par télé règlement dès que l'ordre de paiement a été transmis au bénéficiaire ou dès qu'il a donné son consentement à l'exécution de l'opération de paiement au bénéficiaire.

3.2 - Modalités d'exécution et de contestation des télé règlements pour les opérations relevant de l'article L133-1 du Code monétaire et financier

Les modalités d'exécution et de contestation des télé règlements sont identiques à celles concernant les prélèvements nationaux (cf. articles 1.1.2 et 1.5 ci-dessus).

CONDITIONS TARIFAIRES

Les conditions tarifaires sont détaillées dans la plaquette des «tarifs des principaux services & opérations de votre banque» appliqués aux particuliers, remise au client préalablement à la signature de la présente convention.

Elles sont disponibles dans toutes les agences de la banque ainsi que sur son site internet «www.bppc.fr».

ANNEXE 5